



SAMIZDAT I

**LA VOIX
DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
EN U.R.S.S.**

NOVEMBRE 1969

INTRODUCTION

Il importait, dès les premières lignes de cette présentation, de situer le combat de la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. (et en Europe orientale) dans son cadre véritable : celui de la lutte des exploités et des opprimés du monde entier contre la bourgeoisie mondiale et son alliée, la bureaucratie thermidorienne du Kremlin. Nous ne pouvons qu'être reconnaissants à la direction du *Monde* de nous avoir, à cet égard, facilité la tâche. La bataille livrée à l'Est par les opposants communistes n'est qu'une expression spécifique de cette lutte globale, unitaire, unique. Ils en sont au reste, de plus en plus conscients : c'est par exemple Siniavski — celui d'entre eux qui peut pourtant le moins être considéré comme un marxiste — qui fait dire à un de ses personnages : « Une seule chose peut nous sauver, la révolution mondiale. » C'est encore Babitski qui dit au tribunal qui se prépare à le condamner : « Vous n'allez pas seulement décider du sort de quelques individus pour quelques années, vous allez influencer... sur le sort de l'humanité tout entière. »

Avant d'esquisser avec quelques détails les étapes de la constitution et du développement, à partir des années quarante jusqu'à aujourd'hui, de la nouvelle opposition communiste, il nous faut donc rappeler à grands traits le cadre historique mondial dans lequel ils se situent.

"Socialisme dans un seul pays" ou révolution mondiale ?

Avec Marx, le socialisme a cessé d'être un idéal moral, une utopie, pour devenir une perspective historique fondée sur l'analyse scientifique des tendances de la société capitaliste. Cette analyse scientifique n'est pas celle d'une prétendue « nature humaine » identique à elle-même à travers les sociétés, les régimes, et les millénaires — tous les résultats les plus récents de la science positive témoignent qu'il n'existe pas de telle entité — mais de l'histoire réelle de l'humanité, c'est-à-dire des luttes entre classes, objectivement déterminées par les racines que plongent ces classes dans le mode de production social.

Le socialisme est *possible* parce que les forces productives ont atteint aujourd'hui un tel développement que, réorganisées à l'échelle mondiale selon un plan orienté vers la satisfaction des besoins de l'humanité, elles pourraient rapidement produire de quoi combler sans aucune limitation ces besoins, au sens le plus large du terme. Que l'on songe à l'immense potentiel scientifique et technique qui s'accumule aujourd'hui et demeure pour l'essentiel inemployé, sauf pour le service des militaires, et l'on verra sans peine qu'un monde où, comme l'annonçait l'artisan communiste allemand Weitling dès 1843, « *les machines feront le bonheur de l'humanité... lorsqu'elle jouira des avantages de la propriété collective* » — un monde où le travail productif sera réduit à la portion congrue, et où l'essentiel de la vie humaine sera l'activité libre ; un monde où vivront pour la première fois des hommes complets, échappant à l'aliénation du travail salarié, de l'économie monétaire et de la division du travail, est aujourd'hui à portée de nos mains. La science et la technique qui déposent sans risque sérieux des hommes sur la lune peuvent, bien plus aisément, faire jaillir toutes les sources de l'abondance pour six milliards d'habitants de la planète, ou même davantage.

Le socialisme est *nécessaire* parce que, dans le cadre des rapports sociaux capitalistes, les forces productives se heurtent toujours plus violemment au carcan de la propriété privée des moyens de production et des frontières de l'État « *national* » impérialiste. L'économie capitaliste tend, en dépit du freinage délibéré du progrès technique par les monopoles, à accumuler des stocks croissants de marchandises invendables et à engendrer une masse toujours plus lourde de capitaux flottants, voués au parasitisme et à la spéculation faute de pouvoir trouver dans la production des investissements fructueux ; la bourgeoisie n'a pu préserver son régime économique d'une crise qui le désintégrerait qu'en l'axant sur un monstrueux développement du militarisme, qui conduit inéluctablement à terme à la destruction de l'humanité, si les travailleurs n'exproprient pas le Capital avant qu'il ne soit trop tard.

La société socialiste de transition ne sera assurée contre un retour offensif des forces du passé qu'autant que les forces productives y auront atteint un niveau supérieur à celui qu'elles connaissent dans les pays capitalistes les plus développés. C'est dire qu'elle ne pourra exister que par la coopération des économies de plusieurs pays avancés, sinon du monde entier. Ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont jamais dit autre chose. C'est pourquoi, pour ce dernier, comme pour tous les bolcheviks jusqu'à la fin de 1924, la révolution d'Octobre n'avait d'autre signification historique que d'être le prélude, le tremplin de la révolution européenne (1). La fondation,

(1) Pour couper court à toutes les arguties sur ce point, il suffit de citer un seul texte :

« *Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, cela ne signifie pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La principale tâche du socialisme — l'organisation de la production socialiste — reste encore à accomplir. Peut-on accomplir cette tâche, peut-on parvenir à la victoire définitive du socialisme dans un seul pays,*

en 1919, de la III^e Internationale communiste, parti mondial de la révolution, n'avait pas d'autre sens. La révolution était destinée à s'étendre hors des frontières de l'ancien empire russe, ou à y être écrasée.

Mais le déroulement de l'histoire réelle, comme c'est presque toujours le cas, s'est avéré plus complexe que toutes les prognoses théoriques. Après plusieurs oscillations du fléau de l'histoire, entre 1917 et 1923, la révolution européenne, ce qui signifiait avant tout, à ce moment, la révolution allemande, a, pour des raisons qu'il n'est pas possible d'examiner ici, échoué. Cependant le capitalisme, affaibli par ses propres contradictions, n'a pu mettre à profit ce succès pour abattre en U.R.S.S. même l'Etat ouvrier né de la révolution d'Octobre. Toutefois, dans le cadre des frontières de l'U.R.S.S. isolée et arriérée des années vingt, d'une pénurie générale des produits de première nécessité, l'inégalité des revenus et la formation de nouveaux privilèges se sont rapidement développés.

Récapitulant, à l'été 1917, les enseignements de Marx sur l'Etat, Lénine avait relevé que l'Etat ouvrier, s'il reposait d'une part sur des rapports de *production* socialistes (socialisation de l'industrie et de la terre, économie planifiée, monopole du commerce extérieur), devait, d'autre part, aussi longtemps que les forces productives ne seraient pas assez développées pour permettre la satisfaction de tous les besoins, maintenir le droit bourgeois dans le domaine de la *distribution*, les « *normes bourgeoises de distribution* ». L'Etat ouvrier, concluait Lénine quatre mois avant la révolution d'Octobre, est donc en même temps un Etat bourgeois sans bourgeoisie. En U.R.S.S., l'arrière-train bourgeois de l'Etat ouvrier a connu un développement monstrueux. L'inégalité des revenus ne le cède en rien à celle qui existe dans les pays capitalistes. Toutefois, les privilégiés — fonctionnaires du Parti et de l'économie, techniciens, administrateurs — asseoient leurs privilèges sur la répartition des produits ; leurs privilèges tiennent à leurs fonctions, et non à leur propriété. Contrairement à la bourgeoisie, qui tire sa position politique dominante, le contrôle qu'elle exerce sur l'Etat, de sa position économique de propriétaire des moyens de production, de ses privilèges de classe exploituse, la nouvelle aristocratie de

sans les efforts conjugués des prolétariats de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays, comme nous le montre l'histoire de notre révolution. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, et surtout d'un pays paysan comme la Russie, sont insuffisants ; pour cela, les efforts des prolétariats de plusieurs pays avancés sont indispensables. C'est pourquoi la tâche essentielle de la révolution victorieuse, c'est de développer et de soutenir la révolution dans les autres pays. C'est pourquoi la révolution victorieuse dans un pays ne doit pas se considérer comme une grandeur indépendante, mais comme un auxiliaire, comme un moyen d'accélérer la victoire du prolétariat dans les autres pays.»

On ne saurait être plus clair. Et l'on a sans doute reconnu un texte de Staline (*Pravda*, 30 avril 1924) — ce qui ne devait pas empêcher ce dernier, sept ou huit mois plus tard, sous la dictée des intérêts de la nouvelle aristocratie soviétique, d'affirmer exactement le contraire.

L'U.R.S.S. doit ses privilèges à sa situation politique dominante. C'est parce qu'elle a usurpé l'hégémonie politique dans l'Etat ouvrier qu'elle peut conserver et accroître ses privilèges — sur la base des nouveaux rapports de production issus de la révolution sociale d'Octobre 1917, qu'elle a trahis, mais n'a pu renverser. Il est significatif, bien que le livre de Djilas leur soit connu (1), que sa théorie de *La nouvelle classe* n'ait manifestement aucun succès chez les opposants communistes de l'U.R.S.S. C'est au contraire le terme même employé par Trotsky pour désigner la bureaucratie privilégiée, celui de caste, qui leur vient naturellement à la plume, comme on le verra. La bureaucratie n'est pas une nouvelle classe, porteuse d'un nouveau mode de production et de division sociales du travail, qui succéderait au capitalisme à la place de la société socialiste sans classes. C'est une caste, un cancer qui s'est développé, dans des circonstances historiques exceptionnelles, sur le corps du premier Etat ouvrier.

Il faut ici dire deux mots de la « *coexistence pacifique* » qui, aux yeux de beaucoup, sert de justification à bien des actes du Kremlin. Née d'un équilibre momentané entre les classes à l'échelle mondiale, de l'incapacité momentanée de la révolution à s'étendre au-delà des frontières de l'U.R.S.S., la bureaucratie a toujours aspiré au statu quo. La thèse de la « *coexistence pacifique des systèmes sociaux différents* » est le cri du cœur que la bureaucratie adresse à la bourgeoisie : « *Laissez-nous tranquilles chez nous, et nous vous laisserons tranquilles chez vous. Plus, nous userons de l'influence que nous avons sur les masses, qui voient en nous, bien à tort, les héritiers de la révolution d'Octobre, pour sauvegarder chez vous l'ordre de la libre entreprise. Après tout, de nouvelles révolutions, spécialement en Europe, ne seraient-elles pas aussi mortelles pour nos privilèges que pour les vôtres ?* »

Cette théorie mériterait à peine l'examen, si, en la développant, le Kremlin ne s'efforçait pas de capter la profonde aspiration des masses humaines à la paix, et de les détourner de leur objectif réel : la suppression de la cause des guerres, c'est-à-dire de la propriété privée des moyens de production, de l'Etat impérialiste au service des monopoles. Jaurès, qui n'était pas marxiste pourtant, avait mis le doigt sur la plaie : « *Le capitalisme*, disait-il, *porte en lui la guerre comme la nuée l'orage.* » Peut-on prétendre sérieusement que les choses ont changé, à une époque où les dépenses d'armement des grandes puissances capitalistes dépassent très largement un milliard de dollars par jour — 15 à 20 % du revenu national, vingt fois plus qu'à l'éducation, six fois plus qu'au total de la recherche scientifique, de la recherche appliquée et du développement, quarante fois plus, dans une prétendue société scientifique, qu'à la recherche fondamentale ? à une époque où, en dépit de ces injections gigantesques de crédits, transformant

(1) Voir par exemple dans ce volume la liste des ouvrages saisis par le K.G.B. chez Grigorenko, et que donne celui-ci dans l'un des textes que nous reproduisons.

massivement les forces productives du génie humain en forces destructives, la crise monétaire, fruit de la pression exercée par un surplus croissant de capitaux cherchant vainement des débouchés, tend à prendre une force explosive ? La menace d'une troisième guerre mondiale n'est pas l'effet de certains traits psychologiques des gouvernants. Ils savent mieux que personne que cette guerre signifierait la mort de la civilisation. Mais faut-il s'attendre à ce que les capitalistes renoncent volontairement à leurs privilèges, pour le bien de l'humanité ? Cela n'est pas dans la nature des classes dirigeantes. La seule formule concrète de « *coexistence* », la seule alternative à la guerre que Washington puisse offrir à Moscou, c'est l'ouverture des frontières de l'Europe orientale, de l'U.R.S.S. et de la Chine aux capitaux en mal d'investissement, c'est-à-dire la liquidation des conquêtes socialistes d'Octobre 1917.

Aussi bien, dans le domaine de la limitation des armements, la politique de « *coexistence* » n'a obtenu et ne pouvait obtenir aucun résultat. Sa seule réalité, c'est la coexistence pacifique entre les classes. En usurpant le pouvoir en U.R.S.S., la bureaucratie s'est en même temps emparée du contrôle de l'appareil international créé par la révolution d'Octobre, et elle en a fait, dans le monde entier, le plus fidèle gardien de l'ordre établi. C'est que ses privilèges, qui non seulement n'ont pas de racines dans les rapports sociaux, mais les contredisent directement, sont en fait d'une extrême fragilité.

La bureaucratie ne doit ses privilèges sociaux qu'à son hégémonie politique. C'est précisément pour cette raison qu'elle ne peut renoncer à l'oppression policière des masses. En U.R.S.S., la démocratie politique signifie, à elle seule, la fin des privilèges. D'où l'immense portée des mots d'ordre démocratiques mis en avant par la nouvelle opposition communiste. La tâche du prolétariat, dans les pays capitalistes, est d'accomplir une *révolution sociale*, de détruire les rapports sociaux capitalistes, de socialiser l'industrie et la terre, de réorganiser l'économie selon un plan. La conquête du pouvoir politique n'est, pour la classe ouvrière de ces pays, que le moyen d'accomplir la révolution sociale.

En U.R.S.S. et en Europe orientale, il s'agit au contraire d'un objectif *politique*, d'une *révolution politique* : briser la dictature de la bureaucratie, restaurer, à un niveau historique incomparablement plus élevé, la démocratie socialiste de 1917, non pour bouleverser les rapports sociaux, mais pour les libérer de la gangue bureaucratique qui tend, chaque jour davantage, à les étouffer.

La révolution sociale d'Octobre, en dépit du frein bureaucratique, a fait de la Russie arriérée et agricole la deuxième puissance industrielle du monde. Il était possible à la rigueur, au prix d'immenses sacrifices supplémentaires imposés aux masses, d'édifier, dans les années trente, les industries de base, ou de reconstruire l'économie de l'U.R.S.S. ruinée par la guerre en 1945-1950 par les méthodes de centralisme bureaucratique extrême de Staline. On pouvait, du Kremlin, tout diriger du percement du canal Staline

par cent mille travailleurs forcés munis de pelles et de pioches. Gérer de la même façon une économie moderne complexe n'était plus possible. Avant de mourir, Staline avait entrepris une nouvelle fois, comme en 1936-1938, de noyer les tensions sociales insupportables, entre la bureaucratie et les masses travailleuses et au sein même de la bureaucratie, dans une mer de sang. Ses successeurs durent renverser la vapeur, et tentèrent d'alléger ces tensions. Mais les limites d'une « libéralisation » compatible avec la pérennité de ses privilèges étaient, pour la bureaucratie, plus étroites encore si possible dans le domaine de la gestion de l'économie que dans tout autre. La réalité de l'économie de l'U.R.S.S. échappe de plus en plus à la bureaucratie. Plus sa complexité s'accroît, plus l'économie planifiée a besoin du contrôle démocratique des producteurs. Mais ce contrôle démocratique est inséparable de la fin des privilèges. Le premier acte des ouvriers contrôlant l'exécution du plan dans leur usine serait de « contrôler » le salaire du directeur... C'est pourquoi la « décentralisation centralisée » tentée par Khrouchtchev ne pouvait mener bien loin. Il fallut sans tarder chercher une issue à la crise dans une autre voie.

La complexité croissante de l'économie de l'U.R.S.S. n'a pas diminué sa dépendance d'un marché mondial où la productivité du travail humain reste très supérieure à la sienne. Le développement ultérieur de l'économie de l'U.R.S.S. exige impérieusement sa réintégration dans la division mondiale du travail. Mais cette réintégration ne peut être réalisée de façon conforme aux besoins des masses que par de nouvelles victoires de la révolution prolétarienne. C'est dans le sens opposé que s'engage la bureaucratie : adapter, au nom de la « rentabilité », l'économie de l'U.R.S.S. aux impératifs du marché capitaliste mondial. Dans cette voie, tout en renforçant les forces petites-bourgeoises, directeurs d'usine, technocrates, administrateurs de l'économie, elle se heurte directement aux intérêts vitaux des ouvriers, des paysans et de la jeunesse.

Tel est le terrain sur lequel s'est développée la nouvelle opposition communiste en U.R.S.S. Avant d'en venir à l'esquisse des étapes du développement de celle-ci, il nous faut souligner un dernier point. Les aspects atroces de la répression policière stalinienne et post-stalinienne ne font qu'exprimer l'acuité insoutenable des contradictions entre le fondement social progressiste de l'U.R.S.S., tel qu'Octobre 1917 l'a instauré, et qui a seul permis les immenses progrès réalisés par les masses ouvrières et paysannes du pays et le régime policier de la bureaucratie thermidorienne. Ces aspects atroces ne sont pas à mettre au compte du socialisme, mais de ce qui le combat : de la bureaucratie réactionnaire de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S., agence de la bourgeoisie mondiale en son sein. La lutte des travailleurs est une à l'échelle mondiale. La sauvegarde des conquêtes d'Octobre 1917 par le renversement de la bureaucratie thermidorienne en est partie intégrante.

*
**

La mort de Staline, le XX^e congrès, où la statue du tyran fut jetée bas dans le rapport Khrouchtchev avant de l'être beaucoup plus radicalement par les travailleurs hongrois à Budapest, en octobre 1956, ont hâté en U.R.S.S. la naissance de la nouvelle opposition communiste de gauche, aux contours encore diffus, mais qui, à partir d'abord de la revendication de la liberté de création littéraire, puis de la lutte pour le respect des garanties accordées par la Constitution, a engagé la lutte contre le stalinisme et l'appareil...

Cette opposition est à la fois *anticapitaliste* et *antistalinienne*. Elle se réclame de la tradition et des conquêtes socialistes d'Octobre. Elle veut renouer le fil du bolchevisme. Elle n'attend rien de la bourgeoisie. Chacun des opposants, y compris les chrétiens, pourrait, à de très rares exceptions près, reprendre les mots de Kosterine, de Pliouchtch, de Kandyba... Kosterine affirme : « *La seule alternative au capitalisme et au socialisme stalinien, c'est le marxisme-léninisme, épuré, débarrassé de la boue* » ; l'Ukrainien Pliouchtch dénonce, en la personne des staliniens, des « *bâtards... thermidoriens* » ; l'Ukrainien Kandyba, l'un des porte-parole de l'*Union ouvrière et paysanne d'Ukraine*, affirme : « *Dans le projet de programme, nous avons effectué une analyse du régime actuel à partir des positions du marxisme-léninisme* » ; l'idéaliste Siniavski se réclame du socialisme, le chrétien Levitine-Krasnov aussi ; les chrétiens sociaux de Leningrad voient une Russie de demain où régnerait l'esprit de l'Évangile dans le cadre d'une économie collectivisée ; tous dénoncent l'image que l'appareil et la bureaucratie donnent du socialisme dont ils se prétendent l'incarnation et qu'ils discréditent. Tous confirment le jugement porté avec beaucoup de regret nostalgique par la revue de l'ambassade américaine *Problems of communism* : « *Parmi les écrits de discussion politique, tous restent plus ou moins dans la tradition révolutionnaire, sinon même dans la tradition strictement bolchevique. Aucun des auteurs du Samizdat n'est antisocialiste, aucun d'entre eux n'est antipatriote* » (septembre-octobre 1968). L'émigré Naoum Odnopozov, qui se classe à droite, note l'existence d'une opposition « *pro-capitaliste* » qu'il situe dans les « *rangs des technocrates enrichis* » — c'est-à-dire dans l'une des composantes de l'appareil, mais précise : « *Ce qui est beaucoup plus caractéristique pour l'opposition clandestine, avec ses soucis moraux, ce sont les diverses fractions socialistes. Certaines — pour la plupart composées de jeunes gens — sont néo-léninistes et affirment que la doctrine du père de la révolution a été déformée par des hommes pervers et par des bureaucrates. Il n'y a, selon eux, qu'à suivre les indications de Lénine et tout ira pour le mieux...* »

« *Stalinisme, non ! Léninisme, oui !* », comme le dit Iakhimovitch, parce que là est, entre autres, la voie de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme. Si les intellectuels, les étudiants, les travailleurs qui s'opposent à l'appareil et à la bureaucratie se réclament du communisme, s'ils s'affirment communistes, cela ne signifie cependant pas qu'ils aient un « *programme* » communiste clair et précis. S'affirmer communiste, c'est, pour eux, poser en

principe leur attachement à la révolution d'Octobre et à ses conquêtes, au bolchevisme des origines, au bolchevisme des années vingt, aux années de Lénine, à l'action et à la pensée de Lénine. C'est affirmer la fidélité à ce qu'ils définissent souvent comme un « idéal » ou des « idéaux », ceux qui ont soulevé les travailleurs et la jeunesse russes d'octobre 1917 jusqu'à la défaite de la révolution allemande, en 1923. C'est affirmer que, même si tel ou tel d'entre eux nourrit des illusions sur la « démocratie » bourgeoise — illusions compréhensibles nées des garanties démocratiques que la puissance du mouvement ouvrier maintient dans la plupart des pays capitalistes avancés — ils ne conçoivent nullement un retour au capitalisme comme une éventuelle solution, comme un quelconque moindre mal.

Ces opposants — à l'exception de quelques-uns d'entre eux, c'est-à-dire du vieux bolchevik Kosterine ou des descendants de bolcheviks comme Iakir — expriment l'objet de leur lutte en des termes qui paraissent assez vagues, et qui le sont effectivement : pour l'humanisme, pour la démocratie, pour la liberté. Ce vague traduit la difficulté de l'opposition à appréhender la contradiction entre le caractère profondément progressiste des conquêtes d'Octobre, c'est-à-dire des rapports sociaux issus de la révolution, et le caractère profondément réactionnaire de la bureaucratie et de sa politique. Les opposants avancent donc des revendications conçues comme des aspirations à réaliser sans toucher à ces rapports sociaux. Ils ne conçoivent pas encore nettement — et comment le pourraient-ils, coupés qu'ils ont été, tout au long de ce que l'un d'eux, le mathématicien Pliouchtch, appelle les quarante ans de Thermidor, de tout lien avec la pensée et l'activité du mouvement ouvrier révolutionnaire international — ils ne conçoivent donc apparemment pas encore, du moins pas tous, que ces aspirations n'ont de sens et de réalité qu'à travers la lutte pour le renversement de la bureaucratie, qui a usurpé le pouvoir politique en chassant les travailleurs, c'est-à-dire à travers la lutte pour la révolution politique ; ils n'ont pas, ou pas tous, clairement conscience de ce que cette lutte n'a de signification que comme élément constitutif de la lutte mondiale des classes, que comme élément du combat pour abattre l'impérialisme, et son rempart : le stalinisme. Mais leur lutte, sous tant d'aspects exemplaire, les a conduits aujourd'hui au point où ils sont inéluctablement amenés à se poser ces problèmes, et où ils commencent effectivement à le faire. La bureaucratie le sait mieux que personne. C'est pourquoi elle tend à les en détourner, non seulement par la répression, mais en lançant une nouvelle campagne intense de diffamation *du trotskysme*, dénoncé comme un *danger actuel*. La compilation de Léo Figuères (1) n'est, sous cet angle, qu'une pâle resucée de la vague d'ouvrages et d'articles diffamateurs

(1) Léo Figuères, *Le trotskysme, cet anti-léninisme* (Ed. sociales),

qui déferle en ce moment en U.R.S.S. même pour désigner l'ennemi principal : le TROTSKYSME.

La bureaucratie atteste ainsi de ce que, sur le sol labouré par la révolution d'Octobre, le marxisme d'aujourd'hui, le trotskysme, tend constamment à germer de nouveau et à réaliser sa jonction avec les forces qui sont l'expression organisée du même programme dans le reste du monde.

C'est précisément pourquoi, pour imposer et maintenir le pouvoir politique de la bureaucratie et ses privilèges, ainsi que sa dictature personnelle, Staline dut anéantir le parti bolchevique, y compris sa propre fraction. Il lui fallait briser le fil du bolchevisme, le fil de sa continuité pour les nouvelles générations de travailleurs soviétiques. Les trois grands procès de Moscou, l'extermination des militants bolcheviques, la diffamation, la calomnie, la chasse aux révolutionnaires sur la planète entière, l'assassinat orchestrèrent cette entreprise. Extermination et diffamation furent massives et minutieuses. Des générations entières de bolcheviks disparurent à jamais dans les camps, présentés aux masses comme des agents de la Gestapo, des saboteurs, des terroristes, des espions... Ainsi l'exigeait l'impossible tentative de construire le socialisme dans un seul pays.

En 1939, Fiodor Raskolnikov, ancien vice-président du soviet de Cronstadt et partisan de Staline, dénoncé comme ennemi du peuple, notait dans sa *Lettre ouverte à Staline* (1) :

« Vous avez anéanti le parti de Lénine, et, sur ce cadavre, vous avez bâti un nouveau "parti de Lénine-Staline", qui sert de couverture à votre pouvoir personnel (...).

A la veille de la guerre, vous démantelez l'Armée rouge, amour et fierté du pays, rempart de sa puissance (...).

Vous anéantissez les uns après les autres les conquêtes d'Octobre. Sous prétexte de combattre "l'instabilité de la main-d'œuvre", vous avez supprimé la liberté du travail, réduit à l'état de serfs les travailleurs soviétiques que vous avez enchaînés aux fabriques et aux usines (...).

Votre base sociale se réduit de jour en jour. Cherchant fébrilement des appuis, vous faites pleuvoir les compliments hypocrites sur les "bolcheviks sans parti", vous créez l'un après l'autre des groupes privilégiés, vous les comblez de faveurs, vous les nourrissez d'aumônes, mais vous ne pouvez garantir à ces nouveaux "califes d'une heure" non seulement leurs privilèges, mais même leur simple droit à la vie. »

Etouffer tout embryon de conscience marxiste dans les masses était pour lui une nécessité bien plus impérieuse encore.

Chalamov, déporté à dix-sept ans à Kolyma, témoigne (2) du

(1) Dont on trouvera le texte complet dans ce livre.

(2) V. Chalamov, *Récits de Kolyma*, Paris, 1969, Denoël éditeur.

soin minutieux avec lequel était organisée l'extermination de tous les germes éventuels de conscience. Le sort de tous les déportés politiques catalogués sous la rubrique K.R.T.D. (Kontr-Revolutionnaia TROTSKYSTKAIA deatelnost : Activité contre-révolutionnaire TROTSKYSTE) et marqués par la lettre T (trotskyste) sur leurs dossiers, était défini par les instructions suivantes : « *Pendant la détention, interdire tout usage de la poste et du télégraphe, n'affecter qu'aux travaux pénibles, adresser un rapport sur la conduite de l'intéressé une fois par trimestre (...). Instructions spéciales : ordre de tuer, de ne pas laisser la victime sortir vivante.* » Ainsi commente Chalamov, qui ajoute : « *Pour l'Etat, aucun autre article du code pénal ne réprimait un danger aussi grave que la menace cachée derrière la lettre T qui donnait Krist à sa destinée. Aucun acte de trahison ou de terrorisme, aucun autre alinéa de cet immense bouquet d'alinéas que constituait l'article 58. Les quatre lettres collées sur le visage de Krist étaient le signe de la Bête, une bête qu'il fallait abattre.* »

La fragilité de l'équilibre bureaucratique en U.R.S.S., protégé par un monstrueux appareil policier, donnait — et donne — à toute tentative d'opposition communiste organisée un aspect explosif à plus ou moins long terme. C'est pourquoi Staline, à qui son expérience de révolutionnaire avait appris que, sans traduction sous forme d'organisation consciente, la misère, le mécontentement, le refus, la révolte n'engendrent que des convulsions sans lendemain, traquait impitoyablement tout germe d'opposition communiste. Lorsque les nazis envahirent l'U.R.S.S., les derniers survivants de l'Opposition de 1927, parqués dans les camps, se portèrent volontaires pour le front : une partie d'entre eux fut affectée dans des compagnies destinées à des missions suicides, une autre partie fut immédiatement exécutée. En 1942, au moment où la deuxième vague de l'avance nazie fit redouter à Staline l'effondrement de l'Etat en U.R.S.S., une nouvelle vague d'exécutions balaya les camps. L'opposition, constamment décimée, renaissait donc sans cesse, dans la plus grande confusion sans doute, mais les camps, malgré l'atrocité des conditions d'existence des détenus, que les staliniciens et les progressistes pro-staliniciens de toute catégorie se consolent d'avoir niées en susurrant qu'elles étaient bien meilleures que celles que l'on subissait derrière les barbelés nazis (ce qui, comme le montre la lecture du livre de Chalamov déjà cité, entre autres témoignages, est d'ailleurs faux), les camps, donc, constituaient un foyer de transmission, un foyer de culture où se maintenait, fût-ce sous les formes les plus ténues, l'héritage du bolchevisme. La seule lutte pour leur défense élémentaire, qui dresse mécaniquement les travailleurs contre la bureaucratie, et la double nature de la bureaucratie — parasite monstrueux qui ne tire sa réalité que des racines qu'elle plonge dans les masses — ont perpétué cet héritage, ne serait-ce que par la seule publication, même lourdement censurée, des œuvres de Lénine.

Les premiers groupes d'opposition au lendemain de la guerre

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre, deux groupes d'opposition se constituèrent, bientôt démantelés par la police : l'*Opposition ouvrière* (1947), et l'*Œuvre véritable de Lénine* (1948), et que, dans un camp de la région de Vorkouta, se créa, en 1947, un *Mouvement démocratique de la Russie du Nord*, constitué par un groupe d'officiers de l'Armée rouge, dont la base initiale de recrutement fut l'adhésion de militaires qui s'étaient battus, les armes à la main, contre le nazisme.

Le programme de l'*Œuvre véritable de Lénine* est significatif de la profondeur avec laquelle la révolution d'Octobre, même mutilée et déformée par la dégénérescence bureaucratique, même privée de toute expression subjective continue par le massacre de tous les vieux bolcheviks, se perpétue dans la conscience des masses. Ce programme tourne ainsi autour des points essentiels suivants :

« *La lutte contre le système de gouvernement qui s'appuie sur la bureaucratie et sur l'armée et ne peut être éliminé que par une révolution politique.*

« *L'établissement de la démocratie directe, sous la forme du gouvernement des soviets ouvriers et paysans, première étape vers la société sans classes.*

« *Les bases d'une république socialiste soviétique sont obligatoirement les soviets des entreprises industrielles et des kolkhozes, qui concentrent les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et sont élus par tous les travailleurs ouvriers et paysans, au suffrage universel et à bulletin secret... » (1)*

Rédigé par une douzaine d'étudiants de l'université de Moscou au début de 1948, ce document circula largement dans les milieux étudiants et, à la fin de l'année scolaire 1948, le groupe de l'*Œuvre véritable de Lénine* comptait plusieurs centaines de membres disséminés à Leningrad, Kiev, Odessa et Moscou. L'organisation réussit à vivre pendant près de deux ans et fut démantelée en 1950, la plupart de ses membres furent arrêtés en une seule nuit et condamnés au cours d'un procès à huis-clos à vingt-cinq ans de travaux forcés. A la même époque apparut une organisation se réclamant du marxisme, mais à tendances anarchistes très prononcées, qui se battait autour du mot d'ordre : « *Des soviets, pas de parti !* », et qui fusionna avec les restes de l'*Œuvre véritable de Lénine*. Ce groupe fut, dans les camps, à l'origine de la grève de Vorkouta.

Dans un récit qui vient de paraître en France sous le titre *Une matinée de Joseph Staline* (2), et qui circulait clandestin-

(1) Voir dans *La Vérité* de novembre 1954 à janvier 1955 la série d'articles de Brigitte Gerland, dont nous publions les principaux dans ce livre.

(2) Aux éditions de L'Herne.

nement en U.R.S.S. depuis plusieurs mois, l'auteur, vieux militant du parti communiste de l'U.R.S.S., expose, sous la forme d'une lettre à Staline, le programme d'un autre groupe d'opposition. Le *Groupe de Lénine*, démantelé en 1947, et dont les dirigeants furent, comme ceux des deux groupes précédents, condamnés à vingt-cinq ans de travaux forcés et ne revinrent jamais des camps. Comme l'écrit le préfacier de l'édition bilingue : « *La Lettre à Staline n'est pas le fruit d'une imagination d'écrivain, elle est la reproduction libre d'une plateforme réelle.* »

L'auteur de la lettre — qui représente symboliquement, non seulement, sans doute, le type de membre du *Groupe de Lénine*, mais le type de l'opposant de gauche en 1945-1948, est dépeint comme un jeune communiste qui a cru, en 1936-1938, qu'il était finalement indispensable de liquider « *tous les anciens opposants, et avec eux des centaines de milliers de membres dévoués du Parti et d'honnêtes citoyens soviétiques* », étant donné la menace fasciste grandissante, étant donné, enfin, « *que notre pays est le seul rempart des forces progressistes du monde* ». L'impréparation criante au danger non moins criant d'agression nazie ébranla cette certitude, mais la guerre poussait les hommes à serrer les coudes : « *Ce n'était pas le moment de vous critiquer ni de vous juger.* »

« *Les victoires — poursuit l'auteur de la Lettre à Staline — vous ont en partie rendu l'autorité que vous aviez perdue. Mais ceux qui connaissaient le prix de ces victoires, qui savaient tout le sang versé inutilement et souvent bêtement, ne pouvaient maintenant oublier toutes leurs anciennes déceptions et leurs doutes. D'autres s'y ajoutaient ! Une nouvelle caste grandit, s'enrichit : celle des généraux, des officiers ; ceux qui commandent sont à leur aise, alors que l'immense majorité du peuple est dans le besoin et connaît les privations. L'écart est de plus en plus frappant entre le sommet de la hiérarchie, qui dirige mal et sans assumer ses responsabilités, et les classes laborieuses, qui ont de moins en moins de droits (...). Jossif Vissarionovitch ! Comprenez que notre Etat, qui porte le nom de socialiste, est devenu un Etat esclavagiste. Des dizaines de millions de kolkhoziens et de déportés sont des serfs privés d'identité. Des millions de détenus sont des esclaves. Notre pays est effectivement la prison des peuples.*

(...) *Notre politique mène aujourd'hui le pays à une catastrophe fatale. Les bureaucrates jouent aux petits-maîtres prodigues, tout à fait inutilement ; ils ruinent la campagne, désorganisent l'industrie (...). Comprenez qu'un Etat bureaucratique devient toujours plus étranger et hostile au peuple (...). Réfléchissez : vous allez avoir soixante-dix ans ; que laisserez-vous à vos disciples, à ceux qui vous remplaceront ? Ne seront-ils pas obligés de vous renier pour se maintenir au pouvoir ? »*

L'auteur du récit met dans la bouche de Staline, à qui Beria remet la lettre écrite par un étudiant membre de la J.C., ce commentaire ailé : « *Bon, un échantillon ordinaire de fils de pute trotskyste. Ils n'ont rien inventé de nouveau depuis vingt ans. Les bureaucrates, encore les bureaucrates, toujours les bureaucrates.* »

L'in vraisemblable tension sociale engendrée par les objectifs (disproportionnés, mais inévitables dans le cadre de la politique du « socialisme dans un seul pays ») fixés au quatrième plan quinquennal, qui sème la famine dans la Basse-Volga en 1947, aboutit à un renforcement permanent de la terreur de 1946 à 1953, et cette terreur balaye toute opposition organisée, même de façon très embryonnaire, en dehors des camps. Même si Jean-Paul Sartre revient de Moscou en 1952 pour écrire dans *Libération* : « *La liberté de critique est totale en U.R.S.S.* » (sic), vu de l'intérieur, le régime stalinien paraît voué à l'enchaînement cataclysmique de la terreur et de la répression croissante : campagne contre le « cosmopolitisme », contre le « nationalisme bourgeois », russification brutale, campagne de « vigilance »... C'est pourquoi, en 1948, les déportés, rassemblés à Vorkouta dans le *Mouvement démocratique de la Russie du Nord*, se lancent dans un soulèvement suicide désespéré. Ils se révoltent, s'emparent des armes de leur camp, tentent de prendre Vorkouta, et, repoussés, refluent vers l'Oural, où l'aviation les anéantit au sortir de la forêt. Cette entreprise sans espoir, dirigée par un ancien colonel de l'Armée rouge, est une entreprise d'hommes qui préfèrent mourir que de continuer à mener une existence misérable d'esclaves, qui leur paraît ne jamais pouvoir changer. (1)

Dès avant la mort de Staline, pourtant, le courant commence à se renverser. La campagne terroriste qui s'engage à la fin de 1952, au lendemain du XIX^e congrès, et qui culmine dans le pseudo-« complot des médecins » (2), annonciateur d'une purge gigantesque, représente — comme le souligneront l'ensemble des mesures prises par les successeurs quelques mois plus tard — une tentative de grande envergure d'étouffer les tensions économiques et sociales que l'appareil policier le plus monstrueux ne parvient plus à broyer. Ces tensions ne sont, nous l'avons indiqué brièvement, qu'une autre expression de la crise de l'impérialisme, affaibli par la perte des marchés de l'Europe de l'Est et par la révolution chinoise, et dont l'économie se militarise dès lors à un rythme accéléré. Il est significatif de l'état d'esprit qui se forme alors chez certains que Siniavski ait placé à l'époque même du « complot des médecins » l'un des épisodes essentiels de son récit, *L'audience est ouverte* : l'élaboration d'un programme révolutionnaire par l'étudiant Serioja, fils de militants du parti communiste, et qui veut élaborer son programme avec un groupe de camarades. Or que fait dire Siniavski à Serioja ?

(1) Voir un épisode similaire dans les camps de Kolyma dans l'indispensable ouvrage de Varlam Chalamov : *Récits de Kolyma*, ouvrage cité, pp. 77-86.

(2) Staline accuse alors 14 médecins du Kremlin — que Beria, chef de la police, fait avouer — d'avoir entrepris d'assassiner tout le personnel politique dirigeant. Toute la presse stalinienne mondiale, au premier rang *l'Humanité*, dénonce les « assassins en blouse blanche ».

« J'en suis arrivé à la conclusion qu'une seule chose peut nous sauver maintenant, c'est la révolution mondiale. » (1)

Exposant ses idées à sa petite amie Katia, il lui déclare :

« Attention, Katia, nous savons de source sûre qu'à l'étranger, il existe déjà une radio-espionne : L'Europe libre. On pourrait croire que nous sommes de mèche avec eux. Il ne faut pas qu'on puisse nous confondre avec ces ennemis, sinon nous ferions le jeu des impérialistes (...). Les femmes de ménage recevront les salaires les plus élevés. Les ministres, pour témoigner de leur désintéressement, seront réduits à la portion congrue. » (2)

Lorsque l'amie de Serioja, Katia, vient proposer ce programme à un intellectuel cynique, Karlinski, celui-ci s'écrie : « Mais c'est du trotskysme, du plus pur trotskysme ! (...). La révolution, le salaire maximum, la chemise populaire à la mode des années vingt, c'est déjà ce genre de programme que proposaient les trotskystes. » (3) La réaction de la Jeune communiste Katia à cette affirmation est très révélatrice : « Katia est scandalisée : que viennent faire là ces ennemis du peuple, ces saboteurs, ces parasites ? Ce sont des gens qu'il faut exterminer sans pitié, comme le fait Beria. Rien de pareil dans l'organisation de Serioja — qui n'a pas de nom, d'ailleurs. Elle, elle lutte pour la liberté, pour le vrai pouvoir des soviets. Et Katia, avec un frisson de dégoût, se souvient d'une caricature vue dans un journal, où Trotsky, Tito ou quelque autre criminel vendu trônait sous la forme d'un rat, entouré d'autres animaux à queue du même genre, sur une montagne d'ossements humains. »

Sous l'apparence superficielle de calme qu'assure le régime policier, la crise du stalinisme s'accélère alors vertigineusement, mais ne trouve d'expression que dans le renforcement de la terreur et dans ces embryons d'« opposition », déjà plus que velléitaires sans doute, mais encore balbutiants. La contradiction entre le mode de gestion stalinien de l'économie et le développement de cette dernière atteint alors un degré insoutenable. Depuis le premier plan quinquennal, l'économie soviétique s'est modernisée et diversifiée et les besoins sans cesse croissants d'une planification harmonieuse des diverses branches de l'économie se heurtent aux frontières nationales et au despotisme sénile et capricieux de Staline.

Le cinquième plan quinquennal est promulgué en août 1951, vingt mois après le début de son entrée en vigueur théorique (1^{er} janvier 1950) : le pain commence à manquer dès 1950. La Sibérie, qui produisait 75.000 tonnes de beurre en 1913, n'en produit plus que 65.000 en 1952. « Le pays n'avait pas assez de pain et nous souffrions d'une disette de viande, de lait, de beurre, de sucre, de légumes et d'autres produits de ravitaillement », dira

(1) Abraham Tertz (pseudonyme de Siniavski), *Le verglas*, Plon éditeur, p. 226.

(2) Id., p. 236.

(3) Id., pp. 252-253.

un délégué du XXI^e congrès (1958). Au XIX^e congrès du P.C.U.S., en octobre 1952, Malenkov déclare que le « *problème du grain est résolu* ». « *Si le problème du grain est résolu, pourquoi ne trouve-t-on pas de pain chez nous ?* » demandent alors, d'après Khrouchtchev, les auteurs de milliers de lettres adressées au Bureau politique. Staline propose au Bureau politique de faire fusiller les dirigeants des régions d'où émanent ces lettres. En même temps, il envisage une gigantesque fuite en avant pour échapper à la crise en menaçant toute la paysannerie soviétique. Le 22 mai 1952, Staline affirme : « *Il s'agit de transformer progressivement la propriété kolkhozienne en propriété nationale et substituer aussi, par étapes successives, l'ÉCHANGE DES PRODUITS A LA CIRCULATION DES MARCHANDISES* » (souligné par nous), cela en pleine disette...

La mort de Staline (6 mars 1953) a libéré une partie des forces explosives qu'il tentait de contenir, avec de plus en plus de difficultés. La disparition de celui qui symbolisait aux yeux des masses la dictature terroriste de la bureaucratie n'a fait qu'accélérer et amplifier considérablement un processus déjà engagé. C'est en 1952, en effet, que l'on retrouve la première trace, depuis 1950, d'un groupe d'opposants en dehors des camps, et qu'éclate la première grève dans les camps de concentration. Un groupe d'une trentaine de jeunes, principalement des étudiants, se constitue à Moscou au début de 1952 et édite des tracts anti-staliniens. Le groupe se ramifie jusqu'à compter trente membres environ, qui furent tous arrêtés à l'automne 1952 et condamnés à des peines allant de dix à vingt-cinq ans de travaux forcés. Au même moment, dans un camp du Karaganda, des centaines de déportés, encadrés par d'anciens partisans nationalistes ukrainiens, liquidaient le clan des « *blatnie* » (droits communs) qui semaient la terreur...

Staline disparu, les vannes s'ouvrirent. Ses successeurs prirent toute une série de mesures destinées à colmater les brèches que cette mort révélait et agrandissait dans l'édifice bureaucratique : mesures en faveur des kolkhoziens, dégrèvements d'impôts, réhabilitation des « *assassins en blouse blanche* », baisse des prix, arrestation du ministre de l'intérieur, et surtout, le 27 mars 1953, promulgation d'une amnistie portant libération immédiate de tous les condamnés à une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum, et qui excluait seulement les personnes « *condamnées à une peine supérieure à cinq ans sous inculpation d'activités contre-révolutionnaires, de grands vols de la propriété socialiste, de banditisme et de meurtre* », c'est-à-dire la majorité des déportés. Toutefois, alors que l'administration des camps avait pour instruction spéciale de ne jamais laisser sortir vivant un déporté condamné pour « *activité contre-révolutionnaire TROTSKYSTE* », et que nombreux étaient ceux qui, sans rapport aucun, le plus souvent, avec le trotskysme, portaient cette étiquette, il était clair que l'amnistie allait libérer des dizaines de milliers de bandits de droit commun et n'allait toucher qu'une mince fraction des politiques. C'est bien ce qui se produisit.

Le mécontentement des déportés, la sensation que quelque chose craquait au royaume du stalinisme engendrèrent un vaste mouvement de grèves auquel l'administration répondit en mêlant terreur, massacres et concessions. Les premières grèves de masses éclatèrent à Norilsk en mai ; les dernières à Kinguir en mai 1954 et, si des milliers de grévistes y trouvèrent la mort, exécutés à la mitrailleuse ou écrasés sous les chenilles des tanks, elles entraînaient une amélioration du régime des camps et l'accélération de la liquidation de certains d'entre eux (comme ceux de Vorkouta) (1).

La crise *internationale* du stalinisme, c'est-à-dire l'extension à l'Europe de l'Est de la crise de l'impérialisme, dont la grève générale d'août 1953 en France est alors l'expression la plus aiguë, fut l'un des éléments du combat engagé par les détenus. Joseph Scholmer signale ainsi que la grève des ouvriers du bâtiment de la Stalin Allee à la suite d'une modification des normes équivalant à une baisse de salaire, et la résistance opposée aux tanks staliniens par les ouvriers de Berlin-Est du 17 au 19 juin 1953, servirent de ferment à la lutte des déportés de Vorkouta :

« *La Pravda collée au mur de la cantine était très entourée (...). La presse soviétique ne niait pas qu'il y ait eu des troubles à Berlin et dans les provinces soviétiques d'Allemagne, mais elle affirmait tout aussitôt le rétablissement de l'ordre (...). C'est le rapport final du Comité central du parti socialiste unifié (parti stalinien d'Allemagne orientale) qui nous fit comprendre qu'il ne s'agissait nullement d'une provocation d'Adenauer, mais d'un mouvement strictement ouvrier* » et, lorsque quatorze étudiants de Berlin-Est, déportés, arrivent à Vorkouta, la conversation qui s'engage entre eux et les détenus est très significative :

« *Que demandaient les grévistes ?*

— *En premier lieu, la suppression des minima de rendement sans diminution de salaire. L'abaissement du coût de la vie. On y ajouta le lendemain les revendications de la province : 1. Elections libres ; 2. Elargissement des condamnés politiques ; 3. Licenciement du N.K.V.D. allemand et de la police populaire ; 4. Abaissement des normes, taxes et prix ; 5. Suppression des frontières de zones ; 6. Démission du ministère et formation d'un autre gouvernement par les soins d'un parlement indépendant.*

— *C'est parfait, dit le Russe ravi. Nous n'avons qu'à y ajouter l'autonomie pour les diverses nations de l'Union soviétique. Pour le reste, rien n'est à changer (...). Et les ouvriers de l'Ouest, les syndicats ? Les ouvriers de Berlin-Ouest ne sont-ils pas allés au secours de leurs camarades de l'Est ?*

— *Non (...).*

— *Pourquoi les chefs syndicalistes de Berlin-Ouest n'ont-ils pas appelé les travailleurs au secours de leurs camarades ? Pour-*

(1) Les camps étaient organisés en complexes qui pouvaient recouvrir des centaines de milliers de kilomètres carrés, tel le complexe de Vorkouta, au-delà du cercle polaire, celui de Kolyma dans l'extrême Nord-Est sibérien, etc.

quoi le Labour Party et les socialistes français ne se sont-ils pas déclarés solidaires des ouvriers de l'Est ? »

A Vorkouta, la grève éclatera au début d'août 1953, et le déporté Scholmer, qui l'a vécue, la rattache directement à celle — devenue insurrectionnelle à cause de la répression sauvage qui s'abattit sur elle — des ouvriers de Berlin-Est : « La grève aurait-elle eu lieu sans le mouvement insurrectionnel de Berlin du 17 juin 1953 ? On ne saurait l'assurer. Avant ce jour, on n'avait jamais envisagé sa possibilité. Nul n'y avait pensé, parmi les prisonniers ou les chefs des groupes de résistance. Tous les préparatifs avaient été faits en prévision d'une guerre (1). Le 17 juin vint tout changer. Les prisonniers comprirent qu'ils pouvaient agir. Il leur fallut pour cela quelque temps (...). Du 17 juin à la fin de juillet, les esprits fermentèrent. » (2)

En fait, dès la fin mai, des comités de préparation à la grève s'étaient constitués, dès l'annonce faite par le général Derevianko que l'amnistie ne s'appliquerait pas aux détenus politiques, trop dangereux pour la sécurité de l'Etat. Dans ces comités de préparation à la grève entrèrent des *léninistes*, des *anarchistes*, des *monachki* et des inorganisés (3). La grève du 17 juin accéléra le mouvement en ouvrant la perspective du combat. Les comités de préparation à la grève des puits UN et SEPT, dominés par les léninistes et les anarchistes, décidèrent, avec l'accord de l'ensemble des mineurs de ces camps (6.000), de déclencher la grève sur les revendications suivantes : engagement pris par le gouvernement de dissoudre les camps, octroi aux détenus du statut de membres d'une colonie libre avec contrat de travail de 3 à 5 ans. Le 21 juillet, le travail cessa dans les puits UN et SEPT, malgré l'arrestation préventive du comité de grève du puits UN. Les grévistes tirèrent un tract destiné à diffuser la nouvelle de la grève et appelant à son élargissement dans les puits voisins, où des travailleurs libres et des soldats le firent circuler :

« Détenus, vous n'avez rien à perdre que vos chaînes ! N'attendez pas un miracle ! N'espérez pas votre libération de quelqu'un d'autre que de vous ! Personne ne vous aidera, personne ne vous sauvera ; vous seuls pouvez changer votre sort, cessez le travail ! Notre seule arme est la grève. »

En quelques jours, une vingtaine d'autres puits se mirent en grève. La direction du camp accorda quelques concessions, remplaça les troupes russes — souvent de cœur avec les détenus — par des troupes venues du fin fond de la Sibérie et, devant la résistance décidée et unanime des grévistes, recourut à la ruse traditionnelle. Un jour, les membres des comités de grève furent invités poliment à venir discuter de leurs revendications à l'état-major du camp. Ils ne reparurent jamais. En même temps, les

(1) A cette époque, nombre de déportés sont persuadés que la guerre est imminente entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

(2) Scholmer, *La grève de Vorkouta* (Amyot-Dumont, éditeur).

(3) Sur les *monachki*, voir plus bas. Sur tout ce passage, voir le texte de B. Gerland reproduit dans ce livre.

étrangers, surtout les Allemands, furent libérés en hâte. Décapité de ses cadres politiques, le mouvement reflua, non sans avoir arraché de sérieuses concessions.

A travers la grève, animée, dans les puits décisifs de Vorkouta, comme le puits UN, par les « *léninistes* », c'est la lutte de l'Opposition de gauche de 1927 contre la bureaucratie qui se perpétue sous des formes particulières. Le programme revendicatif *pour les camps* qu'élaborent les grévistes de Norilsk, de Vorkouta ou de Kinguir, suppose en fait le rétablissement de la démocratie ouvrière en U.R.S.S. Il suffit, pour s'en persuader, d'examiner, par exemple, les revendications du camp 5 de Norilsk, entre autres le point 7 :

1. Application de l'amnistie aux prisonniers politiques.
2. Meilleures rations alimentaires.
3. Journée de huit heures.
4. Meilleures facilités culturelles pour les condamnés à une longue peine.
5. Transfert des détenus dans des régions au climat moins rude, ou à des travaux moins épuisants à Norilsk même.
6. Elimination des inégalités dans les conditions de travail.
7. Abolition complète de toute discrimination entre les minorités nationales.
8. Remplacement immédiat du commandant du camp.
9. Contrôle strict de la comptabilité du combinat (« *Les officiels du camp agissent comme des intermédiaires exploitant notre travail.* »).
10. Suppression des numéros matricules sur les vêtements.
11. Augmentation du montant des sommes autorisées pour les envois aux familles.
12. Pas de fermeture des baraquements la nuit.
13. Pas de repréailles.

Les grévistes de Kinguir, comme d'ailleurs ceux de Vorkouta, s'adressèrent en plus directement au Parti. Les points 1 et 15 de la plateforme revendicative des grévistes de Kinguir, en 1954, précisent :

1. Envoi de représentants du Comité central du Parti de Moscou.
15. Pas de transfert de prisonniers du camp jusqu'à l'arrivée des représentants du Comité central.

Finalement la grève fut écrasée, les « *meneurs* » traqués, et quelques concessions accordées. Mais la vague de grèves dans les camps n'en devait pas moins aboutir à la libération accélérée des détenus politiques survivants, en premier lieu au rapatriement des étrangers.

Jusqu'au XX^e congrès (février 1956), les grèves continuent : grève de la faim à Vorkouta au cours de l'été 1954, nouvelle grève revendicative à l'automne 1955, grève à Taïchet au début de 1955, grève à Khabarovsk en décembre 1955. La « *déstalinisation* » décidée au XX^e congrès accélère le démantèlement de toute

une partie du système des camps (1) et le mouvement de libération des détenus politiques. Les grévistes avaient ainsi obtenu une victoire partielle d'une extrême importance. Des milliers de « *politiques* », qui avaient subi la répression la plus féroce, qui avaient souvent lutté contre elle, et qui avaient, seuls, maintenu certaines bribes ténues de traditions révolutionnaires, se trouvaient ainsi réinsérés dans la société soviétique. Ils ne pouvaient qu'y jouer un rôle de ferment et de catalyseur, que le nom de l'ancien déporté Soljenitsyne symbolise parfaitement.

L'ébranlement suscité par la mort de Staline ne s'exprime pas seulement par la flambée des grèves dans les camps de concentration, il se traduit aussi par la mobilisation d'une fraction de l'intelligentsia qui, jouant, à un niveau inférieur, le rôle joué par le Cercle Petöfi en Hongrie en 1956, reflète le début d'une prise de conscience critique qui met en cause les fondements idéologiques du pouvoir de la bureaucratie.

Le rôle de la littérature

La littérature a toujours eu une importance exceptionnelle dans la vie de la société russe. Tout au long du XIX^e siècle, les écrivains furent la VOIX de l'opposition, décimée et écrasée dès qu'elle tentait de s'organiser. La montée révolutionnaire du début du XX^e siècle et la révolution d'Octobre refoulèrent au second plan ce rôle de « *messagère de la vérité* » que jouait la littérature russe, et dont Tolstoï avait sans doute été le représentant le plus éminent. Le stalinisme, écrasant toute opposition, prétendit réduire les écrivains à la fonction d'« *ingénieurs des âmes* », c'est-à-dire de propagandistes en chef. Il dut, pour y réussir (d'ailleurs fort mal), massacrer DES MILLIERS D'ÉCRIVAINS qui refusaient de prostituer leur génie et leur plume, et dont l'existence seule était un défi silencieux au règne des bureaucrates.

Ainsi s'explique que la littérature ait été le premier canal par où, après la mort de Staline, se soit définie une remise en cause de l'ordre bureaucratique dépassant très largement les cadres, numériquement très étroits, des groupes d'opposition de gauche décimés et déportés. La seule exigence du droit de dire la vérité était, dans cette situation, explosive. Un critique littéraire, V. Pomerantsev, posa ce problème sans détour, dès décembre 1953, dans un article de *Novy Mir* intitulé *De la sincérité en littérature*, article qui, depuis sa parution, a valu à son auteur une suite

(1) Ce système persiste aujourd'hui, plus restreint, plus exclusivement réservé aux politiques, mais sous certains aspects, aussi féroce, sinon pire.

ininterrompue de tracasseries administratives. Celui-ci y déclarait que la médiocre qualité d'une grande partie de la littérature soviétique venait de ce que les auteurs ne décrivait pas sincèrement la réalité, qu'ils la polissaient et la décoraient. Ehrenbourg prit position pour les thèses de Pomerantsev et publia, dans le numéro de mai 1954 de la revue *Znamia*, la première partie de son roman *Le dégel*, qui dénonce les mœurs dictatoriales et l'espionnisme des bureaucrates, symbolisées par un certain Jouravlev. Dès février 1954 paraissait dans la revue *Théâtre* une pièce de Zorine, qui dénonce, entre autres, l'apparition, dans la société soviétique, d'aristocrates conscients de leur rang, avides, vaniteux et éloignés du peuple. Zorine mettait en scène trois générations de Soviétiques. Un vieux bolchevik, resté fidèle à ses origines, Alexis Kirpichev, représentait la première, son fils Pierre, un haut fonctionnaire cynique, corrompu par l'exercice du pouvoir, et sa fille Barbara, restée fidèle à l'« esprit d'Octobre », la seconde, enfin, deux adolescents, fils de Pierre, dont un zizou, la troisième. Écoutant parler le bureaucrate Pierre et sa femme, Barbara s'écrie : « Seigneur, comme je déteste ces bourgeois ! » ; elle déclare éprouver à leur égard « quelque chose qui ressemble à de la conscience de classe » et se demande : « Comment tout ce joli monde a-t-il pu se former dans notre pays ? » Et le vieil Alexis ancien partisan de la guerre civile, déclare à son fils Pierre : « J'ai travaillé à côté des bolcheviks et je n'ai pas connu le goût du pouvoir. Mais toi, tu l'as connu dès ton enfance, et cela t'a corrompu. »

La pièce de Zorine fut retirée de la scène après deux représentations, qui avaient pourtant fait salle comble...

Le XX^e congrès (février 1956) et sa dénonciation de Staline, d'une partie de ses crimes, et du « culte de la personnalité », la montée de la révolution politique en Europe de l'Est donnèrent une puissante impulsion à ce mouvement de critique littéraire. Pendant l'été 1956, Oktyabr publie un poème d'Evtouchenko, *Station Zima*, qui reproche aux « héritiers de Staline » d'avoir attendu sa mort pour le dénoncer, et Evtouchenko est aussitôt exclu des Jeunesses communistes ; *Novy Mir*, un poème de Kirsanov, *Les sept jours de la semaine*, qui constitue une longue parabole antibureaucratique ; c'est à ce moment que paraît aussi *L'homme ne vit pas seulement de pain*, de Doudindtsev, etc.

L'attitude critique de ces œuvres isolées prit la forme d'une attaque frontale contre le pouvoir de la bureaucratie par la publication, en novembre 1956, du tome II de l'anthologie *Moscou littéraire*, rédigée sous la direction de Constantin Paoutovski, Margarita Aliguer, A. Bek, V. Kaverine, E. Kazakievitch, A. Kotova, V. Roudny et V. Tendriakov. On pouvait y lire plusieurs textes attaquant vivement la morale ou la politique de la bureaucratie dirigeante sur plusieurs terrains :

● Alexandre Iachine, dans *Les leviers*, que nous reproduisons dans ce volume, dénonçait l'absence totale de démocratie dans la politique du Parti à la campagne.

● Nicolas Jdanov complétait la peinture de la misère paysanne,

opposée à l'existence comblée et à l'ignorance du bureaucrate, dans *Retour à la maison*.

⊗ Benjamin Kaverine dénonçait les méfaits de l'ingérence bureaucratique dans la science (*Recherches et espoirs*).

⊗ Iouri Naguibine attaquait la morale de caste de la bureaucratie (*Une lumière à la fenêtre*).

⊗ Pogodine (*Un sonnet de Pétrarque*) mettait en question la morale sexuelle et la conception de l'amour officielles, qu'il jugeait « *bourgeoises* ».

⊗ Enfin A. Kron, dans ses *Notes d'un écrivain*, tentait d'approfondir théoriquement le mouvement de déstalinisation entamé à huis-clos par le XX^e congrès.

Le recueil sortit en pleine insurrection hongroise, au moment où la bureaucratie dirigeante, mise en danger par la montée révolutionnaire en Europe centrale, se durcissait brutalement. Cependant, lors d'un meeting de l'Union des écrivains de Moscou, en novembre, l'écrivain V. Gubarev expliqua de nouveau que le réalisme socialiste était dépassé. Son point de vue fut critiqué, mais cité.

La reprise en main ne tarda pas. *Moscou littéraire* fut saisi et interdit, son comité de rédaction dissous, le contenu des deux tomes parus mis à l'index, une campagne d'intimidation commença, dont l'écrivain ultra-stalinien Kotchetov donna le ton en accusant l'équipe de *Moscou littéraire* d'avoir voulu jouer au Cercle Petöfi et tenté de créer en U.R.S.S. une atmosphère « *hongroise* ».

Les secousses qui ébranlent l'édifice bureaucratique ne sont que l'écho de celles qui ébranlent alors la bourgeoisie européenne, à commencer par la bourgeoisie française : des milliers de rapelés ne veulent pas partir en Algérie. Il faut que le P.C.F., qui, le 12 mars 1956, vote les pouvoirs spéciaux de guerre totale demandés par Guy Mollet, casse le mouvement pour qu'il reflue...

L'interaction de la montée de la révolution hongroise et polonaise et de la montée de la lutte de l'opposition antibureaucratique en U.R.S.S. apparaît clairement le 22 octobre (1).

La veille, la radio hongroise a dénoncé Rakosi et le Comité central du P.O.P.U. polonais a élu une nouvelle direction, dont Radio-Varsovie commente l'élection en ces termes : « *La Pologne a franchi le Rubicon.* » Les meetings se multiplient dans tout le pays. Ils se poursuivent le 22, semant une profonde agitation dans toute la Pologne. De nombreux cadres staliniens doivent démissionner ; le même jour, en Hongrie, se réunit le Cercle Petöfi. De nombreux meetings se tiennent dans les universités. Les étudiants de l'université technique de Budapest décident d'organiser une manifestation de solidarité avec les travailleurs polonais et d'envoyer des délégations dans les usines.

(1) Quant à l'interaction de la lutte des travailleurs de l'Est et de l'Ouest, elle est si frappante que l'expédition colonialiste de Suez et l'invasion de la Hongrie sont montées en synthèse.

Ce même jour, la direction de la section de Moscou de l'Union des écrivains organisait une réunion de ses membres destinée à condamner le roman de Doudintsev *L'Homme ne vit pas seulement de pain*, livre qui dénonçait la manière dont tout un réseau de bureaucrates (symbolisés par un certain Drozdov) freinait, sinon même sabotait, le développement de l'U.R.S.S. Alors que les dirigeants staliniens de la section s'installaient au bureau, une délégation massive d'étudiants envahit la salle, chassa les bureaucrates et imposa, au lieu d'une dénonciation réglée d'avance du roman de Doudintsev, une véritable discussion sur les problèmes évoqués, disons plutôt effleurés, par le roman de Doudintsev. De cette discussion passionnée ne nous est parvenu qu'un seul document, sans doute le plus audacieux et le plus profond, le discours prononcé par l'écrivain Constantin Paoustovski, vieille gloire des lettres soviétiques qui avait toujours refusé de prostituer son talent à chanter Staline. Paoustovski, en s'appuyant sur le roman de Doudintsev et la peinture du bureaucrate type Drozdov, se lance, au milieu des applaudissements, dans une dénonciation virulente de la bureaucratie parasitaire, et appelle au combat contre celle-ci ; combat conçu toutefois comme étant l'apanage des intellectuels et d'eux seuls en fait :

« *Le roman de Doudintsev, c'est la première bataille contre les Drozdov, sur lesquels notre littérature doit se jeter jusqu'à leur entière liquidation dans notre pays (...). Le problème n'est pas dans la peinture de quelques carriéristes. Il ne s'agit pas simplement de carriéristes. Tout cela est bien plus compliqué et plus grave. Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, UNE NOUVELLE CASTE DE PETITS BOURGEOIS. C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun ni avec la révolution, ni avec notre régime, ni avec le socialisme (...). Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court (...). Je considère que le peuple qui a pris conscience de la dignité de notre vie balayera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement. Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début.* » (1)

Au début de novembre 1956, pour la première fois depuis 1924, les ouvriers d'une usine de Moscou (l'usine Kaganovitch) se mettent en grève. Le bruit court qu'un ancien déporté politique récemment libéré est à l'origine de la grève. Vrai ou faux, ce bruit s'appuie sur une réalité : c'est dans les camps que s'est perpétuée la tradition révolutionnaire. En tout cas, satisfaction est donnée aux revendications portant sur les conditions de travail. La bureaucratie ne peut risquer une conjonction entre les intellectuels de *Moscou littéraire* et les travailleurs en grève, d'autant que les étudiants entrent dans la danse !

(1) Voir le texte complet de ce discours, tel qu'il nous est parvenu, dans la suite de ce volume.

La révolte des étudiants

Le 30 novembre 1956, la révolution hongroise, déjà étouffée bien que la résistance ouvrière ne fût pas encore brisée, secoua les étudiants de Moscou. Le professeur B. E. Siroietchkovitch venait d'achever son cours rituel de marxisme-léninisme à l'université Lomonossov de Moscou. Un étudiant se leva alors et dit : « Lénine a justement déclaré que la grève générale est l'arme du prolétariat, qu'elle ne peut jamais être l'arme de la bourgeoisie. Comment se fait-il donc que, dans un pays socialiste, c'est-à-dire la Hongrie, la grève générale ait pu éclater, alors qu'il est impossible qu'elle soit dirigée contre un gouvernement ouvrier et paysan ? »

Le professeur répondit en bafouillant sur les officiers horthystes (1), les agents de l'impérialisme occidental. Les étudiants dans la salle se mirent à hurler et à lui lancer au visage des citations de Lénine et lui démontrèrent qu'il n'avait pas abordé le fond du problème. *Un parti communiste, dirent-ils, n'a pas le droit de combattre la grève par les armes et de dissoudre les Conseils ouvriers.* Le professeur s'enfuit.

Le soir, les étudiants se répandirent dans l'université, ils allèrent tirer de leurs lits les étudiants hongrois pour avoir des renseignements sur le programme de la révolution hongroise. Le lendemain, sur les panneaux d'affichage, apparurent des feuilles manuscrites exigeant un compte rendu véridique sur la révolution hongroise et un débat public sur son sens. Les feuilles furent vite arrachées, mais toute l'université savait. Bientôt fut placardée une convocation des militants de la J.C. pour le soir même. Ordre du jour : la discussion des « incidents honteux » de la veille.

Le secrétaire des J.C., Linkov, ouvrit le débat violemment en stigmatisant « les excès déshonorants pour l'Université ». L'assistance réagit vigoureusement et vota un ordre du jour exigeant la seule « discussion du problème hongrois à la lumière du marxisme-léninisme ». Un étudiant se leva alors et parla de « l'appareil bureaucratique hypertrophié », étranger aux masses, qui existait en Hongrie. Puis il continua brusquement : « Il y a lieu de se demander... SI UNE ÉVOLUTION SEMBLABLE NE SE PRODUIRA PAS UN JOUR CHEZ NOUS, ET SI NOS TRAVAILLEURS NE VONT PAS UN JOUR SE SOULEVER, EN INVOQUANT L'ENSEIGNEMENT DE LÉNINE, CONTRE LEURS EXPLOITEURS EMBOURGEAISÉS ET BUREAUCRATISÉS. » Linkov voulut retirer la parole à l'orateur. L'assistance protesta. Suivi de ses collaborateurs, il quitta alors dignement la salle. Le débat continua. (2)

Il fut repris à la Maison des lettres, le soir de ce 1^{er} décembre, par un cercle d'écrivains et d'étudiants. La discussion, partie de la Hongrie, s'étendit à l'U.R.S.S., et la plupart des participants

(1) Horthy était le chef de l'ancien régime fasciste hongrois, tombé en 1944.

(2) Cité par un étudiant autrichien, témoin de ces événements, dans le périodique *Demain* (janvier 1957).

déclarèrent qu'il existait toujours en U.R.S.S. des exploités et des exploités.

Le lendemain, le comité de la J.C. de Moscou conseilla au rectorat d'expulser un certain nombre d'étudiants indésirables. Le 3, le recteur fit annoncer à la fois l'expulsion de 150 étudiants pour « hooliganisme » (1) et la suspension temporaire des cours de marxisme-léninisme. Aussitôt des groupes de discussions entre étudiants fleurissent partout. Certains d'entre eux aboutissent à mettre en avant le mot d'ordre : *Révolution socialiste contre l'Etat pseudo-socialiste*. Les bases idéologiques et les méthodes de ce combat devaient être étudiées chez Lénine.

Les discussions gagnent les casernes du district militaire de Moscou. Un groupe d'étudiants de Moscou crée une organisation « néo-léniniste ». A Leningrad, un groupe du même type crée une revue clandestine *Kolokol* (2) ; un autre groupe d'étudiants publie *Le bourgeon bleu*, qui paraît jusqu'à l'été 1957 ; la police arrête la rédaction pendant les vacances. A Leningrad paraît encore *L'hérétique*. A Vilno paraît *Voix fraîches*. A Moscou, la *Feuille de figuier et Culture*. A l'autre bout de l'Union soviétique, en Arménie, un jeune poète arménien, Guivork Emine, fait publier une dénonciation virulente de la bureaucratie, représentée par « le pharisien, le frère aîné du Parti », auquel Emine s'adresse en ces termes :

« Tais-toi. Tu ne me fais plus peur. Cesse donc de me produire des citations et des serments mensongers au nom de notre siècle. Attends un peu ! Cela fait bien longtemps que je guettais cet instant ! Lorsque siffla le premier obus de la guerre, toi, le pharisien, tu es monté à la tribune et tu nous as envoyés au front, mais toi-même tu es resté chez toi... Qui donc t'a conféré le droit de parler au nom du peuple ? Les temps ont changé. Nous qui, dans des combats terrifiants, luttons sans peur jusqu'à la victoire, nous ne te craignons plus (...). Nous ne possédons aucune action dans les capitaux investis dans votre boutique, qui pratique le commerce des ordures, et nous ne voulons pas prendre part à votre banqueroute. »

Le recul du mouvement des masses en Europe de l'Ouest, après le vote des pouvoirs spéciaux de guerre par le P.C.F. et l'expédition de Suez, le reflux de la révolution polonaise, l'écrasement de la révolution hongroise condamnaient cette première offensive de la révolution politique qui se cherchait. Dès la mi-décembre, dans les casernes du district militaire de Moscou, les militants des Jeunesses communistes sont réunis en hâte pour condamner « les mots d'ordre ultra-révolutionnaires ». La presse stalinienne déborde alors de condamnations « des ultra-révolutionnaires démagogues ». A Leningrad, 2.000 étudiants sont exclus en quelques mois des divers instituts et facultés. Le 3 janvier 1957,

(1) *Hooliganisme* : « conduite de voyou ». Sert à désigner toute conduite jugée « antisociale », donc toute attitude d'opposition. Voir également plus bas.

(2) *Kolokol* (La cloche) : Titre de la revue antistariste publiée à Londres par Herzen et Ogarev au milieu du XIX^e siècle. Dans ce volume figure un texte de *Kolokol*, la revue clandestine récente.

la *Komsemolskaïa Pravda*, organe de la J.C., déclare : « Nous ne pouvons pas permettre à quiconque de dénigrer notre système, sous prétexte, par exemple, d'une lutte contre les éléments de la bureaucratie, de parler de la DÉGÉNÉRESCENCE DU SOCIALISME. » Au même moment, inspiré par la lecture de l'hebdomadaire révolutionnaire polonais *Po Prostu*, se constitue, sous la direction de l'étudiant Krasnopevtsev, un nouveau groupe d'étudiants révolutionnaires à Moscou. Les membres du groupe sont tous arrêtés, condamnés à des peines de quatre à dix ans de déportation. Krasnopevtsev refusera jusqu'au bout de signer une autocritique en échange de sa libération anticipée : la bureaucratie a, en effet, un besoin vital de « démontrer » aux yeux des masses que les « opposants » reconnaissent leurs « fautes » ou avouent qu'ils font consciemment ou inconsciemment le « jeu de l'impérialisme ». En refusant de se prêter à cette manœuvre, Krasnopevtsev, de 1960 à 1967, comme Guinzbourg et Galanskov en 1968, a porté un coup sérieux à l'édifice de la propagande bureaucratique.

1957-1958, c'est le début d'un lent reflux, qui entraînera en particulier la chute de Khrouchtchev dont l'empirisme panique et désordonné finit par apparaître trop coûteux à la bureaucratie, et qu'accélélera, en 1958, « l'affaire Pasternak », c'est-à-dire la campagne hystérique menée contre ce dernier à propos de son acceptation du prix Nobel, après la parution à l'étranger de son roman *Le docteur Jivago*, campagne destinée à intimider l'intelligentsia antistalinienne dans son ensemble, qui n'avait, en fait, pas voulu aller à Canossa et se laisser « reprendre en main ». En refusant de capituler et de faire leur autocritique (sauf un ou deux d'entre eux), les écrivains de *Moscou littéraire* démontrent — fait d'une extrême importance — que la résistance à l'arbitraire bureaucratique est possible. Et le bureaucrate de l'Union des écrivains, le « poète »-policier Sourkov, déclare, mélancolique, en janvier 1958 : « J'avais espéré à tort que quelques camarades qui ont des points de vue extrêmes prendraient la parole à cette conférence (1), non point pour se couvrir la tête de cendres, mais pour dire, après avoir rassemblé tout leur courage, que, désormais, ils ne commettraient plus de telles fautes. Malheureusement, cela ne s'est pas passé ainsi. »

L'ultra-stalinien Kotchetov fait paraître courant 1958 un roman, intitulé *Les frères Erchov*, dans lequel il dresse — du point de vue de l'appareil — le bilan de 1956. Il y stigmatise les jeunes opposants en mettant dans la bouche d'un jeune étudiant de vingt-deux ans des idées venues, dit l'auteur, de la *Voix de l'Amérique*. Ce Popov dénonce « toute cette bureaucratie, tous ces nouveaux dignitaires, toute cette saloperie » et dit : « Nous ne pourrions jamais extirper les conséquences du culte de la personnalité si nous ne NOUS ATTAQUONS PAS AU VIEIL APPAREIL. — Quel appareil ? lui demande un interlocuteur. — L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE. » Deux staliniens contre-attaquent et accablent le jeune Popov :

(1) Il s'agit de la conférence des écrivains réunie à cette date.

— *Il veut nous détourner du chemin révolutionnaire. Il est pourri, complètement pourri.*

Quelqu'un s'étonne :

— *Pourri à 22 ans ?*

— *Il y en a qui naissent pourris, dit André.*

— *Surtout quand il fait mauvais temps, qu'il pleut et qu'il y a de la boue, plaisante quelqu'un. Bref, pendant la période du dégel.*

Peu de temps après, Evtouchencko écrit un poème ironique qui définit à la fois, face à cette campagne, les ambitions modérées d'une fraction « réaliste » de l'intelligentsia antistalinienne, son refus de céder en deçà de certaines limites, et la certitude que cet univers « *de la bassesse et du mensonge* » sera un jour écrasé, mais « *plus tard, beaucoup plus tard* »... Expression d'un découragement fondé sur l'idée que les masses, qui n'ont guère bougé en U.R.S.S. en 1956, sont, comme l'affirme le même Evtouchencko dans un autre poème, endormies pour longtemps :

*« Je ne voulais pas ébranler les fondements du monde
J'écrivais
bien peu de chose,
même pas de dénonciations.
Je riais devant les mots ronds et vides,
je raillais les faux.
Je m'efforçais de dire à mi-voix
ce que je pensais réellement
Plus tard, beaucoup plus tard
d'autres hommes s'en souviendront
et la honte rejaillira sur nous
lorsque ces inconnus écraseront
la bassesse et le mensonge :
"C'était un drôle de temps,
une époque bizarre
où l'on décorait
la pure et simple honnêteté
du grand nom de courage." »*

Les luttes — dispersées et partiellisées — n'en continuent pas moins, en 1958 et dans les années qui suivent, jusqu'à ce qu'elles prennent une nouvelle ampleur, décisive, après le procès Guinzbourg-Galanskov de janvier 1968.

*
**

Au printemps de 1958, les étudiants de l'internat Strominka de l'université de Moscou décidèrent de boycotter leur restaurant universitaire qu'ils jugeaient particulièrement infect. La J.C. fut court-circuitée, des piquets de grève organisés. Le pouvoir donna aussitôt satisfaction aux revendications, puis chercha les « meneurs » qui avaient manifestement dirigé le mouvement. Jamais il ne put les découvrir.

La même année, la *Pravda de Leningrad* annonça l'arrestation de militants clandestins, dont un certain « *Ins-ki* », ingénieur, qui avait des contacts avec des « *agents* » RUSSES d'on ne sait quelle organisation capable de lui fournir par deux fois des « *valises pleines d'une littérature contenant de sales calomnies contre l'U.R.S.S.* ». Le journal poursuit : « *Ces torchons étaient imprimés à l'étranger et contenaient nombre d'inventions haineuses contre l'Union soviétique.* » Imprimés à l'étranger ? Il est étrange que la *Pravda de Leningrad* n'en cite ni le titre ni la moindre ligne qui discréditeraient cet *Ins-ki* s'il s'agissait de journaux fascistes. Il est possible que la mention « *imprimé à l'étranger* » ait pour fonction de détourner les lecteurs soviétiques de l'idée qu'on peut, quelque part en U.R.S.S., dactylographier, ronéotyper, voire imprimer des documents hostiles au pouvoir.

Quelques jours après, le même journal annonçait l'arrestation d'un ouvrier imprimeur qui « *tard le soir, en jetant furtivement des regards de tous côtés et en choisissant des rues désertes et des portes cochères non éclairées, mettait dans les boîtes aux lettres, par paquets entiers, d'ignobles missives pleines d'inventions haineuses* », c'est-à-dire des tracts. Quelques mois plus tard, un groupe d'étudiants était arrêté, jugé et, chose étonnante pour le juge, un certain nombre de leurs condisciples se solidarisaient publiquement avec eux en envoyant au tribunal une protestation. Il s'agissait donc de politique. Inutile d'insister sur ces exemples d'opposition brutale mais éparpillée au régime bureaucratique. Ils ne cessent de se manifester, et leur faiblesse n'empêche pas la répression. Il est significatif que la presse ne donne jamais la moindre citation des « *tracts* » saisis (elle n'utilise même pas le mot « *tract* », trop évocateur d'une activité politique).

1959 : les jeunes opposants tentent à nouveau de s'organiser, à un niveau d'ailleurs beaucoup plus bas, après avoir laissé passer l'orage. Alexandre Guinzbourg publie le premier numéro d'une revue ronéotypée, *Syntaxis*, qui comptera trois numéros. Un étudiant de Moscou, Vladimir Ossipov, crée la revue *Spirale*, dont la rédaction est bientôt dispersée, puis *Boomerang*, qui paraît jusqu'au début de 1961. Deux jeunes poètes, Ilia Bokstein et Mikhaïl Kouznetsov, fondent le cercle Maiakovski. Il s'agit là encore d'une opposition « *littéraire* ». Les trois numéros de *Syntaxis* se composent uniquement de poèmes et d'une nouvelle. *Phénix 61*, que fonde Iouri Galanskov en 1961, l'année même où la police arrête Ossipov et Guinzbourg et les condamne à cinq et trois ans de déportation, marque déjà une transition ; s'il s'agit toujours d'une revue littéraire qui affirme, par son titre, la volonté de *continuer* envers et contre tout, les premiers halbutiements politiques s'y expriment pourtant, par exemple à travers le poème de Boukovski : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*, dont l'une des parties s'intitule : *Au-delà de la révolution, une seconde révolution* (1). Le même numéro de *Phénix* publie une lettre ouverte de Karanine

(1) Ce poème figure dans le présent volume.

à Evtouchenko, dans laquelle le premier reproche au second d'avoir fait trop de concessions pour acquérir la célébrité. Boukovski fait d'autre part circuler à l'université de Moscou une brochure sur la J.C. dont la *Komsomolskaia Pravda* écrit qu'il « y démontrait que les Jeunesses communistes n'existent plus ».

Il est alors clair que les cercles d'étudiants et de jeunes écrivains sont arrivés à un carrefour, au moment même où (décembre 1961) le XXII^e congrès, effectuant un pas supplémentaire par rapport au XX^e, expulse Staline du Mausolée de la place Rouge, lui colle quasiment l'étiquette de criminel sur le dos et exclut des rangs du Parti Molotov, Kaganovitch et Malenkov comme complices d'assassinats odieux.

L'« opposition » littéraire va, dès lors, se désagréger pour deux raisons. Tout d'abord, au lendemain du XXII^e congrès, les colonnes de la presse officielle comme les maisons d'édition s'ouvrent assez largement à l'opposition antistalinienne : en quelques mois paraissent successivement *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne (livre décrivant les camps de concentration staliniens), le *Journal de Nina Kosterina*, la fille du vieux bolchevik Alexis Kosterine, déporté dix-sept ans à Kolyma, les *Héritiers de Staline* d'Evtouchenko, etc. Khrouchtchev fait confier à un historien attaché à l'institut du marxisme-léninisme le soin d'établir une vaste enquête auprès des militants du parti communiste de l'U.R.S.S. déportés dans les camps sous Staline, afin d'en publier un bilan... La marge qui sépare le permis de l'interdit, sur le terrain de la critique conçue dans le cadre de la création littéraire n'est-elle pas trop mince pour justifier vraiment les risques de l'activité clandestine ? D'autre part, le procès Brodski (février 1964) vise à intimider les écrivains qui se placent sur le terrain de la seule opposition littéraire, cependant que le procès Siniavski-Daniel (février 1965) marque un pas de plus ; il s'agit de terroriser les réfractaires de l'intelligentsia ; la condamnation de Siniavski et Daniel à sept et cinq ans de déportation pour avoir publié leurs écrits esthétiquement ou politiquement inacceptables pour la bureaucratie est un avertissement brutal et solennel. Mais il marque en même temps la nécessité impérieuse, pour l'intelligentsia antistalinienne, de faire un grand pas de plus et de s'engager sans ambiguïté sur le terrain politique. Et c'est ce qu'elle va faire.

De l'opposition « littéraire » à l'opposition proprement politique

Si l'on dresse un rapide bilan de ce que les œuvres publiées révèlent sur les problèmes politiques, sur le niveau de conscience, sur les aspirations de vastes couches d'intellectuels, d'étudiants, de travailleurs soviétiques, il est clair que la « déstalinisation contrôlée » lancée par le XX^e congrès comme concession indispensable aux

masses pour relâcher des tensions sociales menaçantes pour l'équilibre bureaucratique, cette déstalinisation contrôlée risque constamment de franchir les limites acceptables pour la bureaucratie, car les aspirations conscientes ou inconscientes des masses s'engouffrent dans la faille qu'elle ouvre.

Les œuvres publiées des écrivains antistalinien vont, en effet, dans un double sens critique :

mise en cause du stalinisme au-delà du « culte de la personnalité » et des explications idéalistes officielles, mise en cause au moins partielle de la bureaucratie en tant que couche, que « caste » sociale déterminée, ce qui conduit en même temps à renouer le lien avec la révolution d'Octobre ;

mise en cause de certains aspects particuliers de l'ordre bureaucratique en U.R.S.S.

a) Mise en cause du stalinisme

Dans *Le premier jour de la nouvelle année* du romancier Anatoli Gladiline, le héros principal, jeune peintre, fils d'un vieux militant communiste, s'interroge : « *Je me demande souvent pourquoi tant de vieux bolcheviks, des gens qui avaient connu les camps et les prisons tsaristes, ont avoué tous les crimes absurdes dont on les chargeait.* » Un peu plus loin, il pense : « *Il me faut savoir beaucoup de choses. Qui me parlera de ces temps-là ? Seul mon père peut le faire. JE VEUX COMPRENDRE CE QUI S'EST VRAIMENT PASSÉ. Apparemment, rien de plus naturel que de m'approcher de lui et de lui demander : "Papa, parle-moi du premier Plan quinquennal", mais je ne pourrai jamais le faire.* » Dans un autre roman, *Mission éternelle*, Gladiline affirme que le vrai communiste, c'est celui qui pose la question : « *Pourquoi a-t-il pu y avoir 1937 ?* » Cette même question, le romancier Vassili Aksionov, fils d'Evguenia Guinzbourg, déportée dix-sept ans à Kolyma, et de Pavel Aksionov, mort en déportation, la pose, dans une interview accordée à l'hebdomadaire du Comité central du P.C. polonais *Polityka* (2 mars 1963) : « *Comment ont-ils pu permettre qu'arrive 1937 ?* » Pour mieux attaquer l'attitude des jeunes travailleurs et étudiants à l'égard de ce passé stalinien, la romancière stalinienne Vera Ketlinskaia met dans la bouche d'un jeune travailleur de son roman *Le plateau au-dessus des nuages* le jugement suivant à l'égard de ses aînés : « *Ils avaient le trac (...). Ils manquaient de courage.* » En novembre 1962, la revue stalinienne *Oktiabr*, organisant un débat sur le thème *Pères et fils*, laisse filtrer l'aveu suivant : « *Des voix anxieuses s'élèvent à propos de l'attitude de nos jeunes à l'égard du passé.* » Un autre déclare que, pour beaucoup de jeunes, « *ce sont leurs pères qui ont perdu leurs idéaux, et ils n'ont rien à transmettre aux jeunes. Le relais est interrompu.* » La revue *Jeune communiste* d'août 1964 signale qu'elle a reçu une lettre d'un adolescent qui écrit :

« *Maudite époque des années trente (...). Les vieux tremblaient pour leur peau. Ils avaient peur...* »

Et l'éditorial de cette revue dénonce les adolescents « à allure intellectuelle (...) qui se livrent à des divagations philosophiques et recherchent la VÉRITÉ (...), qui dénoncent la psychologie petite-bourgeoise (...) et la mauvaise foi des pères. Pour eux, juger d'une époque demande tout juste le temps d'un crachat. » Le général Epichev, chef de la direction politique des forces armées soviétiques, dénonçait en même temps « les fils novateurs et révolutionnaires ».

b) Remise en cause de l'ordre bureaucratique

La remise en cause du passé stalinien, la volonté d'en découvrir les raisons et les causes débouchent directement sur la remise en cause de l'ordre stalinien actuel. C'est ce qui est parfaitement démontré par le cours même des réflexions du héros de Gladiline dans le *Premier jour de la nouvelle année*. Poursuivant ses réflexions, il affirme, en parlant de la « déstalinisation » amorcée par le XX^e congrès :

« Pour nous, ce n'est qu'un commencement. Que sommes-nous ? Des pions ou des hommes complets, des lilliputiens ou des poètes ? Comment faire pour ne pas répéter les fautes de nos pères en continuant leur œuvre ? On ne liquidera pas les conséquences du culte de la personnalité en se contentant de décrocher des portraits ou de changer les noms des villes. Le culte de la personnalité, c'est l'inertie de la pensée, la crainte de réfléchir par soi-même, le rêve du silence et la haine pour tout ce qui est nouveau.

Nous ne voulons pas être une masse distincte, "tous comme un seul", des figurants sans voix sur l'échiquier d'une grande politique. Nous voulons comprendre nous-mêmes "ce qui est bien et ce qui n'est pas bien". Nous ne voulons pas être de simples petits rouages. Le communisme commence vraiment quand l'homme cesse de se sentir comme un petit détail dépourvu de droits au sein d'une grande machine, quand il se considère comme le maître de tout. »

Opposer le moment où l'homme se sent le maître de tout à celui où il se sent « le petit détail dépourvu de droits au sein d'une grande machine », c'est, en des termes que la censure peut alors laisser passer, opposer la revendication de la démocratie ouvrière au règne omnipotent de la bureaucratie. Gladiline précise ce qu'il entend par là de façon indirecte, lorsque, faisant méditer sur son lit de mort le « père » de son roman, le vieux bolchevik qui a appelé son fils Felix par hommage à Felix Dzerjinski, ce père, moribond, évoque avec nostalgie « l'époque où nous discutions et où nous nous injurions dans nos réunions, jusqu'à en être enrroués, sur Trotsky, sur nos vieux professeurs, sur la N.E.P. »

Mise en cause politique qui se double d'une mise en cause sociale, par exemple dans un roman de Siomine publié par *Novy Mir* en 1965, *Sept dans une seule maison*, description de la vie des habitants d'une zone ouvrière d'une ville d'Ukraine. Siomine y montre de jeunes ouvriers sceptiques et désabusés qui jouent facilement du couteau et débordent d'une haine parfois mal contenue à l'égard d'« EUX ». Dans un article publié par la *Pravda*

du 11 août 1965, un certain Loukine critiquait, en des termes fort révélateurs, sous le titre *Seulement l'apparence de la vérité*, le contenu de ce roman :

« *Ce n'est pas un hasard si dans les répliques des personnages apparaît le mot vaste et imprécis "ILS" (...) "Ils" ont empêché l'exercice de la critique, etc. Qui sont ces "Ils" ? Parmi eux, la "direction" de l'usine, le directeur, le comité du Parti et le comité du syndicat. Ces "Ils" bureaucratiques ont inventé l'émulation socialiste, ils ont contraint Moulia à souscrire à l'emprunt, en exigeant qu'elle verse une somme qui dépassait ses possibilités pour ne pas "gâcher le tableau". "Ils", c'est encore le chef du bureau de recrutement avec qui se sont heurtés Jenka et Moulia. Ce sont les gens insensibles de la police...* »

De fait, « *Ils* », c'est l'ensemble de l'appareil bureaucratique, de l'appareil de répression, l'ensemble des mailles qu'il tisse autour et au sein de la société, et contre lequel les travailleurs de Siomine nourrissent une haine sombre parce qu'ils n'ont pas de perspective politique. La même haine s'exprime, par exemple, chez les mineurs sibériens du roman *L'explosion* de Poloukhine, qui réfléchissent sur leur vie harassante : « *Nous existons (...) pour ces roubles que nous n'arrivons pas, d'ailleurs, à gagner au fond du trou (...) Et regarde un peu ces petits affairistes de Moscou qui vendent des chiffons et un tas d'autres trucs (...) Leurs joues sont si rondes qu'on le remarque même de dos.* »

De ces jeunes travailleurs et étudiants qui mettaient en cause la bureaucratie et le stalinisme, le romancier Nekrassov déclarait, en décembre 1962 : « *Il existe une autre catégorie de la jeunesse, plus complexe, plus sérieuse : ceux qui revivent douloureusement les événements liés au culte de la personnalité. Ceux-là disent nettement : "Nous voulons savoir la vérité" (...) C'EST LE SORT DE CEUX-LA QUI SERA LE PLUS DIFFICILE.* »

En même temps que ceux qui « *veulent savoir la vérité* », la jeunesse travailleuse, qui veut vivre décemment, qui veut gagner convenablement sa vie, qui supporte de plus en plus mal d'être ballottée aux quatre coins du pays, de campagnes pour le maïs en campagnes pour la pomme de terre, et que les conquêtes d'Octobre ont arrachée à une barbarie séculaire et fait accéder, en dépit des déformations staliniennes, à une véritable culture de masse, cette jeunesse renâcle de plus en plus. C'est alors que commencent ces véritables grèves perlées qui se traduisent par des départs massifs de travailleurs d'une usine donnée. Les sentiments des travailleurs à l'égard des bureaucrates s'éclairent à la lumière de deux incidents qui datent de 1962 et qui nous ont été révélés par une correspondance privée : Khrouchtchev, lors d'un voyage à Leningrad, décida d'aller rendre visite aux ouvriers de l'usine Kirov — l'ancienne usine Poutilov. Les questions qui lui furent posées et la violence des interpellations ou des interruptions dans les rangs des ouvriers furent telles qu'il s'éclipsa brusquement. Quelques mois après, le ministre de la culture Fourtseva se rendit dans une grosse usine de Moscou. En plein milieu de son discours, un ouvrier se leva et lui jeta au visage : « *Et combien vous gagnez,*

dites donc ? Nous ne vivons pas de la même manière, vous et nous, donc nous n'avons pas la même idéologie.»

Les jeunes travailleurs sont, bien entendu, les plus décidés : ils n'ont pas connu la terreur stalinienne ; ils ont commencé à réfléchir et à vivre au moment même où les prodromes de la révolution politique secouaient l'U.R.S.S., et surtout ils sont les plus directement visés par les aspects économiques de la crise du stalinisme, c'est-à-dire par les conséquences de l'intégration croissante de l'économie de l'U.R.S.S. dans le marché mondial.

Réforme économique et "hooliganisme"

La réforme économique actuelle, qui vise à rendre *rentable* l'économie soviétique afin de lui permettre de s'insérer sans trop de dommages dans le marché mondial, menace la classe ouvrière et essentiellement la jeunesse. L'un des points primordiaux de la réforme est le droit plus ou moins clairement accordé au directeur d'une entreprise de supprimer les postes jugés inutiles et superflus, c'est-à-dire de comprimer le personnel : ainsi, dans la mesure où la bureaucratie veut insérer dans le marché mondial capitaliste une économie qui étouffe dans le cadre trop étroit du « *socialisme dans un seul pays* » et qui ne peut développer en même temps et harmonieusement toutes ses branches, dans cette mesure, la bureaucratie, pour soutenir la concurrence, doit, elle aussi, accélérer les cadences de travail, accroître la productivité, casser les prix de revient. Les capitalistes savent le faire mieux que quiconque : c'est pourquoi, par exemple, la bureaucratie confie à Renault la modernisation des chaînes de montage de l'usine de voitures Moskvitch...

Le licenciement pour raisons économiques et le chômage réapparaissent donc dans l'économie soviétique, et les jeunes sont visés au premier chef parce qu'ils ont à la fois moins de qualification et moins de droits acquis. Ils représentent aussi une masse trop nombreuse dans une économie à rentabiliser, car, en ce moment, la génération d'après la saignée de 1941-1945 envahit un marché du travail qui commence à se rétrécir. Or UN jeune soviétique sur DEUX ou presque est un jeune paysan, et les jeunes paysans veulent quitter leur campagne souvent encore très arriérée, dont près de la moitié n'est pas encore électrifiée...

Le système d'enseignement soviétique tend à favoriser considérablement l'intelligentsia et la bureaucratie. Il faut toutefois souligner que la situation, à cet égard, demeure encore très différente de celle qui existe dans les pays capitalistes, et l'a été bien davantage. Si le pourcentage d'enfants d'ouvriers du rang et de paysans pauvres dans l'enseignement supérieur, après avoir dépassé large-

ment la moitié, puis s'être fixé à 30 ou 40 % après la guerre, doit s'abaisser maintenant à 15 ou 20 % — les statistiques officielles sont difficiles à manier, où n'importe quel permanent figure comme ouvrier —, le même pourcentage, en France, est inférieur à 3 %. C'est là l'une des conquêtes d'Octobre, et non des moindres. Elle fournit des cadres au combat contre la bureaucratie. Il n'en va pas différemment en Europe orientale. C'est ainsi que, lors de la révolution hongroise de novembre 1956, les dirigeants du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, étaient soit de tous jeunes travailleurs, comme Sandor Bali, soit des ouvriers de 40 à 50 ans qui avaient pu, grâce au nouveau régime, étudier quelques années à l'Université après la guerre, comme Sandor Racz.

Quoi qu'il en soit, la politique actuelle de « rentabilisation » de la bureaucratie ne peut qu'accélérer ce processus et imposer à l'enseignement soviétique les exigences auxquelles répond, en France, la réforme Fouchet, reprise sous d'autres formes par Edgar Faure : former les cadres et le personnel presse-bouton de l'économie automatisée de demain, seule capable de faire face à la concurrence internationale.

Ainsi, la déqualification et le chômage guettent la jeunesse de l'U.R.S.S., comme la jeunesse des pays capitalistes, sous la pression des exigences du système capitaliste mondial (ce qui prouve l'absurdité du « socialisme » dans un seul pays).

Menacée dans sa volonté d'accéder à la culture, promenée aux quatre coins de l'U.R.S.S. pour répondre aux campagnes décrétées d'en-haut, guettée par le chômage, la jeunesse soviétique est ravagée par une inquiétude d'autant plus profonde qu'elle n'a pas et ne peut encore avoir d'expression politique. Cette inquiétude se traduit par des réactions individuelles brutales, qui vont de l'alcoolisme systématique jusqu'aux bagarres avec la police. C'est tout cela que la bureaucratie appelle « hooliganisme » — en y comprenant surtout les manifestations d'opposition politique.

Face à l'arsenal de répression mis en place en juillet 1966 par la bureaucratie, la classe ouvrière tend d'ailleurs à renouer ses liens de solidarité. Il arrive même que les sections syndicales — des sections de syndicats intégrés à l'appareil d'Etat — tentent de protéger les jeunes ouvriers en butte à la répression policière. Les *Izvestia* du 21 avril 1966 citaient le cas d'une usine où « le chef d'atelier, le secrétaire du comité d'atelier et le secrétaire des J.C. » s'étaient solidarisés avec un « hooligan ». Dans un article de la *Pravda* du 9 août 1966, et qui portait à peu près le même titre que le précédent — *Il n'y aura pas de grâce pour les hooligans* —, on pouvait lire l'aveu camouflé suivant :

« Il n'y a pas à le cacher, ces derniers temps, dans certaines entreprises, une atmosphère d'indulgence s'est établie à l'égard des fauteurs de troubles. Comment expliquer autrement, par exemple, que l'administration de l'usine DYNAMO n'ait pas répondu, depuis le début de l'année, à 48 lettres émanant de la police sur la conduite indigne de certains travailleurs de l'entreprise ? A l'usine, les hooligans et les ivrognes sont traités de manière libérale... »

Dans un article du n° 6 de 1966 de la revue officielle *L'Etat*

soviétique et le droit, un certain Golovchenko affirmait de son côté : « Les services de police de Lvov, après avoir examiné sérieusement les cas de hooliganisme provenant d'alcoolisme, ont établi qu'une grande partie d'entre ces infractions étaient commises par des ouvriers d'une usine d'automobiles, d'une usine de machines agricoles, etc. » Il est clair que ce fait est lié à cet autre fait signalé par le ministre de l'ordre public Tikhounov dans les *Izvestia* du 21 avril 1966, toujours sous le titre presque identique *Il n'y aura pas d'indulgence pour les hooligans* : « Dans maintes localités, il y a plus de défenseurs que d'accusateurs sociaux contre les hooligans. » Si divers — et souvent si primitifs — que soient les actes de protestation auxquels la police donne le qualificatif commun de « hooliganisme », ils traduisent un refus de l'ordre bureaucratique qui suscite une solidarité primaire de classe. Tikhounov précise encore, dans le même sens : « Lorsqu'un hooligan est arrêté, les protestations de la foule empêchent souvent la police de faire son travail. » A qui fera-t-on croire que la foule proteste contre l'arrestation d'un voleur à la tire, d'un dangereux ivrogne, d'un voyou aviné ou d'un jeune truand ?

Le décret du présidium du soviet suprême du 26 juillet sur le hooliganisme a donc un caractère essentiellement politique et s'articule avec la réforme économique. C'est l'autre face de ce que les économistes bourgeois appellent la libéralisation, le libermanisme, etc. L'exemple de l'Allemagne de l'Est, qui vient de modifier son code pénal en allégeant les peines pour les délits de droit commun, mais en aggravant les peines pour les délits politiques, n'en est qu'une confirmation supplémentaire. Le décret du 26 juillet précise : « Le hooliganisme, c'est-à-dire des actes qui violent grossièrement l'ordre public et témoignent d'un mépris évident à l'égard de la société, de même que le hooliganisme mineur commis par une personne ayant fait l'objet, au cours de l'année, d'une mesure de répression administrative pour hooliganisme mineur, sont punis de la privation de liberté pour une durée de six mois à un an ou d'une peine de travaux correctifs de même durée ou d'une amende de trente à cinquante roubles (...) (1) »

« Le hooliganisme commis avec préméditation, c'est-à-dire les actes qui se distinguent dans leur contenu par un cynisme extrême ou par une audace particulière, qui font preuve d'une opposition à l'égard du représentant du pouvoir ou du représentant d'une organisation sociale qui remplit ses fonctions de maintien de l'ordre public ou à l'égard d'autres citoyens qui répriment les actes de hooliganisme, de même que les actes commis par un individu ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pour hooliganisme, sont punis de privation de liberté pour une durée de un à cinq ans. » (Art. 9.)

Il faut mettre de tels décrets en parallèle avec un certain

(1) Voir à la fin du volume la liste et l'explication des différentes peines répressives appliquées en U.R.S.S.

nombre de mesures ou de déclarations qui soulignent la pression exercée par la petite-bourgeoisie et les forces potentiellement restaurationnistes du capitalisme pour en comprendre le sens : quinze jours après la liquidation de Khrouchtchev qui avait déjà, en 1958, dissous les stations de machines et tracteurs pour en vendre le matériel à la bureaucratie kolkhozienne aisée, la première mesure économique d'importance prise par Kossyguine et Brejnev abrogeait les « *limitations injustifiées* » à la possession du bétail à titre privé par les paysans. A vrai dire, la décision prise le 6 novembre 1964 ne concernait que les républiques d'Ukraine et d'Estonie, mais elle fut vite étendue aux autres ; puis la nouvelle direction annonça la préparation d'un nouveau statut des kolkhozes pour remplacer celui en vigueur, qui date de février 1935 ; dans quel sens ? On peut en avoir sans doute une idée par les déclarations de l'agronome Jouline, complaisamment reproduites dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 7 août 1965. Jouline y explique la nécessité de rendre au paysan « *le sens de la propriété* » et propose, pour ce faire, de confier des lots de terre « *juridiquement* » et pour une longue période à des groupes très restreints de paysans, jouissant d'une autonomie financière et juridique totale. Au cas où ce ne serait pas assez clair, Jouline, qui déclare qu'aujourd'hui la terre soviétique est « *orpheline* », affirme : « *La propriété du peuple doit avoir des représentants concrets* » et définit sa proposition ci-dessus résumée de façon à éclairer ce principe : « *Ne pourrait-on confier la terre à un groupe de gens, avec le droit d'en être maîtres, au nom et à la requête du peuple ?* » Jouline reprend ainsi, sans le savoir, la proposition faite par Staline en 1926, à l'époque de sa politique pro-koulak, d'affermier la terre aux paysans pour des périodes pouvant aller jusqu'à quarante ans. Dans les deux cas, c'est la classe ouvrière qui est visée, comme elle était visée, au bénéfice des couches les plus aisées de la paysannerie, lorsque Khrouchtchev augmentait de 30 % le prix de la viande... Dans le cadre des nouvelles normes qui tendent à régir les rapports entre ouvriers et directeur à l'intérieur de l'usine ou de celles qui tendent à s'instaurer à la campagne, l'arsenal de répression contre le hooliganisme, c'est un arsenal de répression contre la classe ouvrière, qui ne peut pas ne pas réagir, car tout pas en avant vers la restauration du capitalisme met en cause l'essentiel de ses conquêtes.

Dans cette situation, les jeunes travailleurs, en général peu politisés ou dépolitisés et complètement inorganisés, prennent parfois le chemin de la lutte directe. La forme la plus courante et la plus brutale en est l'assaut donné aux commissariats de police, qui vaut aux coupables de longues années de camp de concentration. La forme la plus rare, mais la plus significative, est celle de la manifestation et de la grève, qui se termine soit par un affrontement violent, soit par la capitulation totale des bureaucrates.

Ainsi, en octobre 1959, une grève insurrectionnelle avait éclaté au Kazakhstan. Trois mille jeunes « *volontaires* » étaient installés dans un camp de tentes près du centre sidérurgique de Tamir-

Taou, ville de 45 000 habitants en plein développement. Mécontents des conditions de vie et de nourriture, une cinquantaine de jeunes travailleurs commençaient à manifester le 3 octobre, erraient dans la ville, s'attaquaient aux magasins. Lorsque la milice essaya de mettre fin au pillage des boutiques, de cinquante, les manifestants étaient devenus quinze cents : ils dressèrent des barricades, firent prisonnier le chef de la milice et le pendirent, envahirent les locaux de la direction du chantier, prirent le directeur au collet et le jetèrent par la fenêtre du haut de son quatrième étage. Le 4, des troupes arrivèrent, envoyées de Karaganda ; elles furent désarmées par les émeutiers, sans doute après fraternisation avec les soldats. Finalement, de nouveaux renforts de troupes enlevèrent le 5 au soir les bâtiments, où les manifestants s'étaient réfugiés après une dure bataille. Les meneurs furent jugés : deux furent condamnés à mort, cinq furent condamnés aux travaux forcés (de cinq à dix ans).

Au congrès du P.C. du Kazakhstan, tenu en mars 1960, où le problème fut évoqué, le nouveau secrétaire du P.C. du Kazakhstan, Kounaïev, remplaçant de Belaïev, limogé le 20 janvier, rendit responsable de cette grève insurrectionnelle « *l'attitude méprisante du directeur des chantiers à l'égard des conditions de vie des travailleurs* ».

Il y a eu des grèves du bâtiment à Moscou en 1960, une grève à Odessa à la fin de 1961, une quasi-émeute à Novotcherkassk, ville d'Ukraine, après les augmentations de prix massives décidées par Khrouchtchev. On n'a sur l'événement que des renseignements vagues : un soir, les jeunes gens qui dansaient dans le parc de la Culture et du Repos s'agitèrent, discutèrent, s'enflammèrent ; le lendemain, une colonne de manifestants se forma dans la ville pour protester contre le prix de la viande et du pain. La milice tira pour ramener le calme. Brejnev prit aussitôt l'avion pour aller contrôler la situation, sans aucun doute sérieuse.

La brutalité de la bureaucratie était à la mesure de la peur qu'elle a des ouvriers et — si confuses que soient les idées de ceux qui sont condamnés — de toute jonction possible entre ces ouvriers et une fraction de l'intelligentsia. Les raisons immédiates de cette peur, le juriste soviétique Karinski les indiqua lorsque, étudiant *La réforme économique et les questions de rémunération du travail*, il écrivit, à propos des liquidations massives de primes que la réforme entraîne : « *Il faut d'abord établir des règles précises reconnaissant aux organismes syndicaux et judiciaires, ainsi qu'aux organismes de conciliation, la possibilité d'effectuer un contrôle sur le fondement de la suppression ou de la réduction des primes. DANS LA VIE COURANTE, DES CONFLITS SURGISSENT ASSEZ SOUVENT A CE PROPOS. L'ABSENCE POUR LES TRAVAILLEURS DE TOUTE POSSIBILITÉ DE RÉSOUDRE CES CONFLITS SUSCITE UN MÉCONTENTEMENT NATUREL DANS LA MESURE OU, DANS TOUTE UNE SÉRIE DE CAS, LEURS INTÉRÊTS ONT PU ÊTRE INJUSTEMENT LÉSÉS.* » (*L'Etat soviétique et le droit*, 1967, n° 7.) Ainsi, au début de l'automne de 1967, une grève pour résister aux suppressions

de primes entraîna plus de 100 000 ouvriers à Karkhov. Devant la grève, la bureaucratie capitula aussitôt et céda aux revendications des grévistes.

Des procès littéraires aux procès politiques

Pour intimider l'intelligentsia antistalinienne, foyer de pensée critique et dont la volonté de savoir la « vérité sur 1937 », la vérité sur Staline, de renouer avec Octobre et les années vingt, ne serait-ce même qu'en renouant, pour commencer, avec les écrivains de l'époque rayés par décret de l'histoire littéraire officielle, s'avérait particulièrement dangereuse, au moment même où la bureaucratie allait porter de nouveaux coups à la classe ouvrière, l'appareil décidait alors de monter un procès destiné à servir d'avertissement, le procès Brodski. Brodski était un jeune poète non conformiste de Leningrad qui, malgré son talent ou à cause de ce talent, n'avait pu faire publier, à ce jour, que quelques traductions. Après une campagne antisémite, on l'arrête, on le juge en février-mars 1964 pour « parasitisme social » et « fainéantise », et on le condamne à cinq ans de travaux correctifs (1). Les manifestations de solidarité avec Brodski prirent une ampleur telle (de la prise de position du compositeur Dmitri Chostakovitch et des prix Lénine Samuel Marchak et Kornai Tchoukovski en sa faveur jusqu'à la manifestation du 5 décembre 1965, dont l'un des mots d'ordre était « Libérez Brodski »), qu'au bout de dix-huit mois il fut remis en liberté et put retourner vivre à Leningrad.

Le procès Brodski commença ainsi à polariser une fraction de l'intelligentsia et des étudiants sur le terrain de la lutte pour la sauvegarde des droits reconnus par la Constitution et le nouveau code pénal, qui apparaissent alors dangereusement menacés. L'arrestation et la condamnation d'Ossipov à cinq ans de travaux correctifs en 1961, la condamnation de Guinzbourg et de Boukovski à deux ans de travaux correctifs en 1962 et 1963 n'avaient pas joué le même rôle mobilisateur, dans la mesure où ces trois victimes de la répression avaient franchi le pas de l'organisation

(1) Il est nécessaire, à ce propos, de signaler le caractère provocateur de l'activité des services occidentaux et des organes du N.T.S. (organisation d'émigrés corporatistes, para-fascistes) et de périodiques comme le bulletin *Est-Ouest*, dirigé par Georges Albertini, ancien conseiller de Marcel Déat. La campagne de presse organisée contre Brodski l'accusait d'avoir eu l'intention de voler un avion à Samarcande, avec son ami Chakhmatov, pour s'enfuir à l'étranger. Deux membres du N.T.S., A. et D. Stolypine, écrivent froidement dans *Est-Ouest* (numéro du 16-31 mars 1966) : « 1963, Oleg Chakhmatov et Ossip Brodski — 26 et 27 ans — tentent de fuir l'U.R.S.S. en s'emparant d'un avion à l'aérodrome de Samarcande. L'entreprise échoue à la suite d'une panne d'essence !... » On voit là comment agents bourgeois et staliniens travaillent la main dans la main contre leurs adversaires communs. Nous y reviendrons.

— même littéraire — entrant ainsi dans une « illégalité » qui paraissait alors utopique et donc dangereuse aux diverses couches de l'intelligentsia antistalinienne. En frappant Brodski, c'était l'acte même d'écrire qui se voyait sanctionné, et tout écrivain non conformiste se voyait ainsi menacé des « travaux correctifs », même s'il se maintenait sur le terrain de l'esthétique. En un mot, les garanties de sécurité que toutes les couches de la société soviétique, depuis les travailleurs jusqu'aux bureaucrates, avaient — pour des raisons très diverses — exigées dès la mort de Staline, et que le nouveau code pénal avait fournies sur le terrain de la légalité formelle, apparaissaient brutalement remises en cause.

C'est cette crainte — que l'éviction de Khrouchtchev. « *l'homme du XX^e congrès* », et son remplacement par l'apparatchik Brejnev ne purent que renforcer — qui suscita, en 1965, la création d'une organisation à demi clandestine, à demi publique, le S.M.O.G. (initiales en russe des mots Parole, Pensée, Image et Profondeur), qui s'avéra capable d'organiser, le 14 avril 1965, une manifestation qui rassembla à Moscou, place Pouchkine, plusieurs centaines d'étudiants dont les pancartes proclamaient : *Liberté de la presse, Liberté d'expression, Libérez Brodski, Libérez Ossipov, Libérez Boukovski*. Les forces du K.G.B. (1) dispersèrent brutalement la manifestation. Une nouvelle manifestation se déroula au milieu d'août sur le même thème. Le 5 décembre enfin, deux cents manifestants, conduits par le mathématicien Essénine Volpine, fils du poète Essénine, et le jeune ouvrier-poète Léonide Goubanov, réclamaient la libération de Brodski et celle de Siniavski, arrêté un mois plus tôt avec Iouli Daniel.

L'importance de cette activité du S.M.O.G., capable en un an d'organiser trois manifestations, ne réside ni dans le contenu politique de son activité, qui ne dépassait guère la revendication, d'ailleurs capitale, de la liberté de presse et d'expression dans le cadre défini par la Constitution soviétique, ni dans les forces qu'il rassemble. Dès le début des années 1960, les cercles ou groupes marxistes clandestins s'étaient en effet multipliés. C'est ainsi que Martchenko a, par exemple, rencontré dans les camps de Mordavie où il a passé près de six ans « *l'historien Rendel (condamné à dix ans de détention pour avoir fait partie d'un cercle marxiste illégal)* » et « *l'ingénieur Ronkine (condamné à sept ans de détention pour activité marxiste illégale)* ». Mais le S.M.O.G. portait la lutte sur le terrain public, démontrant ainsi qu'il était possible d'aller au-delà du cercle de discussion clandestin comme au-delà de la revue « *littéraire* ».

La revendication par l'écrivain de la liberté d'écrire constitue le premier ciment réel d'une opposition de l'intelligentsia et des étudiants dépassant le cercle restreint des groupes clandestins, qui, par ailleurs, ne cessent alors de se multiplier. Cette revendication se heurte à l'impossibilité dans laquelle se trouve la bureaucratie de laisser les bouches s'ouvrir. Khrouchtchev, reflé-

(1) « K.G.B. » est le sigle actuel de la police politique en U.R.S.S. Voir sur ce point les notes à la fin du livre.

tant l'impuissance panique de la bureaucratie à maîtriser le cours d'une « libéralisation » destinée à apaiser les tensions qui l'opposent à la masse des travailleurs des villes et des campagnes, avait ouvert certaines vannes pour canaliser le trop-plein de leurs revendications... C'est ainsi qu'il laissa paraître dans *Novy Mir* *Une journée d'Ivan Denissovitch*, qu'il imposa à un Comité central rétif, ainsi que le *Journal de Nina Kosterina*. Mais la liberté d'expression, même relative et contrôlée, ne peut rester purement formelle et se réduire à la tolérance de discussions abstraites sur la linguistique, par exemple ; elle mène inéluctablement et directement à la mise en question, par la voie de l'art, du roman, de la poésie, du chant, des mensonges sur lesquels le régime repose, et sans lesquels il s'effondre... Mise en question qui peut être inconsciente, mais qui est inévitable. Après *Ivan Denissovitch*, Soljenitsyne ne pouvait pas ne pas écrire *Le premier cercle* et *Le pavillon des cancéreux*, qui démystifient et dénoncent la bureaucratie au nom du socialisme : la conversation sur le socialisme qui est au cœur du *Pavillon des cancéreux* tend à devenir, sous cette forme ou sous d'autres, le centre de toute élaboration esthétique libre, dans un pays où l'art est chargé traditionnellement d'une mission sociale. C'est pourquoi Soljenitsyne sera vite persécuté, c'est pourquoi le K.G.B. lui volera ses œuvres, c'est pourquoi *Le pavillon des cancéreux* et *Le premier cercle* ne seront pas publiés en U.R.S.S.

Ainsi la lutte pour la liberté de création est-elle la première forme de la lutte pour le respect des droits démocratiques reconnus par la Constitution de l'U.R.S.S. ; elle est la première forme d'une autre lutte pour la garantie des droits démocratiques qu'engagent un peu plus tard, à l'autre bout de l'U.R.S.S., les Tatares de Crimée...

Le peuple des Tatares de Crimée a été l'un de ceux qui furent déportés en entier par Staline au cours de la deuxième guerre mondiale. Khrouchtchev fit mention de cette tentative de génocide dans son rapport au XX^e congrès :

« L'Union soviétique est à juste titre considérée comme un modèle d'Etat multinational, parce que nous avons, dans la pratique, assuré l'égalité des droits et l'amitié de toutes les nations qui vivent dans notre vaste patrie.

« Cela ne fait que rendre plus monstrueux les actes dont Staline fut l'inspirateur et qui constituent des violations brutales des principes léninistes fondamentaux de la politique des nationalités de l'Etat soviétique. Nous voulons parler des déportations massives de peuples entiers, y compris tous les communistes et J.C. sans exception. Ces mesures de déportation n'étaient justifiées par aucune considération militaire.

« Ainsi, dès la fin de 1943, quand se produisit une brèche sur tous les fronts de la grande guerre patriotique au bénéfice de l'Union soviétique, la décision fut prise et exécutée de déporter tous les Karatchaïs des terres sur lesquelles ils vivaient. A la même époque, fin décembre 1943, le même sort advint à toute la population de la république autonome des Kalmouks. En mars 1944, tous les Tchetchènes et tous les Ingouches ont été déportés et la république autonome tchetchène-ingouche liquidée. En avril

1944, tous les Balkars ont été déportés dans des endroits très éloignés du territoire de la république autonome kabardo-balkare et la république elle-même fut rebaptisée république autonome kabarde. Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient très nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sans cela, ils auraient été déportés eux aussi. »

Cela ne poussa pas cependant Khrouchtchev à proposer la réhabilitation des Tatares de Crimée, que ces derniers n'obtinrent qu'en septembre 1967, après un long combat auquel prirent directement part Alexis Kostérine, puis Grigorenko. Malgré le décret de réhabilitation définissant les Tatares comme « *des citoyens ayant autrefois habité la Crimée* », ils ne purent retourner dans leur patrie, c'est-à-dire recouvrer leur identité nationale. Ceux qui tentèrent d'y retourner furent refoulés. Les Tatares engagèrent la lutte au moyen de pétitions (qui recueillirent TROIS MILLIONS DE SIGNATURES) et de délégations : en mai 1968, huit cents Tatares montèrent à Moscou déposer les pétitions. Ils furent tous arrêtés. Leurs représentants à Moscou, tous membres du parti communiste, ont été jugés à plusieurs reprises, le principal d'entre eux, Omer Baiev, en avril 1969, dix autres à Tachkent en mai 1969. Dès 1965, une audace grandissante marque les manifestations d'une opposition de gauche aux contours, par ailleurs, très mal définis.

Voici par exemple comment Galanskov organisa à lui seul, le 11 juin 1965, une manifestation, selon un journal bourgeois :

« Iouri Galanskov s'est rendu le 11 juin dernier devant l'ambassade des Etats-Unis à Moscou ; brandissant une pancarte conforme aux mots d'ordre actuels du Kremlin, il pouvait passer pour un « anti-impérialiste » du modèle classique.

Très rapidement, des passants s'attroupèrent... Galanskov sortit aussitôt de ses poches plusieurs manuscrits impubliables en U.R.S.S.

Mais la milice intervint :

— *Circulez !*

Galanskov ne bougea pas. Devant témoins, les miliciens allèrent demander des instructions par téléphone. Ces instructions tardant à venir, le service d'ordre ne prit aucune autre initiative.

Aux journalistes et aux passants qui l'interrogeaient, Youri Galanskov devait déclarer :

— *Ma manifestation a une signification politique. J'appartiens à un groupe de jeunes intellectuels de gauche. J'ai réussi à faire parvenir et à faire publier certains de nos textes en Allemagne, en Angleterre et probablement ailleurs. Mais nous n'avons rien fait paraître en Russie, car nous nous refusons à dépendre d'un « imprimatur officiel ».*

Estimant que sa manifestation publique avait porté ses fruits, Galanskov prit la direction du métro le plus proche, suivi de deux passants qui l'aidaient à porter les documents interdits. »

L'approfondissement de la lutte politique, manifeste dès le début de 1965, se traduit par le changement de caractère des organes clandestins et par l'élargissement de leur support. La

même année, 1965, se constitue d'ailleurs à Leningrad, parmi les étudiants de la faculté de chimie, un cercle qui édite une revue clandestine *Kolokol*, dont le programme politique est une remise en cause radicale du stalinisme. Le cercle, qui compte jusqu'à 250 membres, prend le nom d'*Union des Communards* (1), publie quatre numéros de son organe avant d'être démantelé par la police. Lors de leur procès, tenu soigneusement à huis-clos, en janvier 1966, une jeune étudiante en chimie répond au juge qui lui demande pourquoi elle s'est lancée dans pareille aventure :

« *Je veux débarrasser mon pays des parasites comme vous.* »

Tout au long de l'année 1965 paraît à Moscou une revue qui comptera huit numéros : les *Cahiers de la démocratie socialiste*, qui tentent d'examiner au fond les aspects essentiels du stalinisme. C'est cette revue qui publie, sous le titre *Qui a tué Trotsky ?* (2), la première tentative de définition du trotskysme par un opposant en rupture de ban avec le stalinisme.

Cet approfondissement apparaissait particulièrement intolérable à la bureaucratie au moment où elle devait introduire les premières mesures de la réforme économique visant à une rentabilisation accélérée de l'économie collectivisée ; ces mesures entraînaient en particulier une révision des normes, qui ne pouvait que susciter un profond mécontentement chez les travailleurs déjà touchés par les hausses de prix.

Aussi l'appareil décida-t-il de frapper un grand coup, dans l'espoir d'intimider beaucoup plus radicalement l'intelligentsia antistalinienne que le procès Brodski, resté à demi clandestin ! Ce fut le procès Siniavski-Daniel.

Le procès Siniavski-Daniel et ses suites

En septembre 1965, le K.G.B. arrêta Siniavski et Daniel, accusés d'avoir publié à l'étranger, sous les pseudonymes respectifs de Tertz et d'Arjak, un certain nombre de récits et de textes qualifiés d'« *antisoviétiques* ». Le 10 février 1966, leur procès s'ouvrit ; l'appareil venait de subir un premier échec. Il avait voulu monter une large campagne d'intoxication préalable dans le style des « grands » procès de Moscou de 1936-1938. Fiasco. Il n'avait trouvé que deux « *écrivains* » tout à fait mineurs et trois lettres de lecteurs pour enflammer l'« *opinion publique* » contre les accusés. L'acte d'accusation définit en ces termes le crime de Siniavski et

(1) Un de leurs textes figure plus bas dans ce livre.

(2) Texte figurant dans ce livre.

de Daniel : « Siniavski a écrit et fait parvenir à l'étranger, alors qu'il a une position hostile à la politique du P.C.U.S. et du gouvernement soviétique sur toute une série de questions, les récits L'audience est ouverte, Lioubimov et l'article Qu'est-ce que le réalisme socialiste ? qui renferment des affirmations calomnieuses sur le régime soviétique et contre l'Etat soviétique ; et il a diffusé ces œuvres autour de lui. » Daniel est coupable du même crime, avec la précision que ses œuvres ont été « utilisées par la réaction dans sa lutte contre l'U.R.S.S. ».

Or Daniel se réclame du socialisme. De ses quatre œuvres publiées, trois sont une dénonciation directe ou indirecte du stalinisme ; quant à Siniavski, sans doute un idéaliste mystique, il n'en affirmait pas moins, dans *Qu'est-ce que le réalisme socialiste ?*, publié à l'étranger sous le pseudonyme de Tertz : « Nous avons accompli la révolution ! Comment oserions-nous la renier et blasphémer contre elle (...) S'il fallait imaginer que nos ennemis nous vaincraient et nous feraient revenir au mode de vie pré-révolutionnaire (ou participer à la démocratie occidentale, peu importe), je suis persuadé que nous recommencerions comme jadis, nous referions la révolution. » Lors de son procès, Siniavski répéta exactement la même chose, affirmant : « Je considère le communisme comme l'unique but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner, et je dis que l'Occident est incapable de rien proposer de semblable. »

Présenter les accusés comme des agents de la réaction, c'était, pour l'appareil, le premier pas vers la « démonstration » que cette opposition communiste qui se cherchait et qui — comme c'était le cas de Siniavski, par exemple — partait parfois de la simple revendication d'une liberté de recherche esthétique, était la complice et le cheval de Troie de l'impérialisme.

Le procès fut un échec pour l'appareil ; les deux accusés, s'ils fléchirent une ou deux rares fois, refusèrent de s'avouer coupables et firent voler en éclats l'accusation. Prévoyant cet échec, le K.G.B. avait instauré un huis-clos de fait contraire à toutes les normes de la justice soviétique : « L'entrée n'est possible que si l'on est muni de cartes d'invitation nominales », note l'auteur du compte rendu clandestin du procès. « Pour chaque séance, il y a une carte de couleur différente. Ces cartes font l'objet de deux contrôles ; une première fois à l'entrée du tribunal, une seconde fois à l'escalier qui conduit à la salle d'audience, et encore une autre fois sur présentation du passeport soumis à une vérification minutieuse. La rue, la cour, le vestibule, tout grouille de policiers et d'huissiers de justice. » (1)

Echec encore parce qu'une fois la sentence prononcée, la campagne de « soutien » fait fiasco : tout ce que pourra mobiliser l'appareil, ce sera dix-huit professeurs et chargés de cours de la faculté des lettres de Moscou, six écrivains ouzbeks, un discours furibond de Cholokov au XXIII^e congrès, un poète de

(1) Voir *L'affaire Siniavski-Daniel*, Ch. Bourgeois éditeur, 1967.

vingt-cinquième ordre, V.S. Smirnov, qui tire emphatiquement la leçon du procès qui, à ses yeux, démontre la nécessité de maintenir l'ordre policier :

« Je peux le dire clairement,
c'est encore plus clair qu'avant.
L'idée

de la cinquième colonne
est toujours

à l'ordre du jour (...)

Quand on souille notre nature chérie,
et qu'on appelle à l'aide les hordes ennemies,

ah ! notre dictature bien-aimée,
ne te hâte surtout pas de t'affaiblir

et de dépérir. »

En face de cela, une lettre de soixante-deux écrivains qui demande la mise en liberté sous caution de Siniavski et Daniel, c'est-à-dire qui refuse d'admettre l'amalgame policier entre leurs écrits et les intérêts de la réaction et de l'impérialisme ; en face de cela, un début de mobilisation contre l'arbitraire, contre le viol des règles de la procédure judiciaire, c'est-à-dire contre la remise en cause des garanties minima obtenues depuis le XX^e congrès : des témoins écartés protestent, cinq membres du Parti affirment, dans une lettre qui circule sous le manteau, qu'il s'agit d'une faute, etc. Une fraction de l'appareil stalinien international exprime publiquement sa désapprobation devant une méthode qui lui paraît fautive pour briser l'opposition ; Aragon proteste dans les *Lettres françaises* ; *l'Humanité* reproduit sa protestation.

C'est à partir de ce procès raté et des témoignages — complémentaires — de la « réhabilitation » progressive de Staline que l'opposition prend son essor. Une manifestation silencieuse se déroule le 14 mars 1966 pour protester contre la réhabilitation en cours de Staline : un groupe de savants soviétiques éminents (dont Kapitzka, Tamm et Sakharov) adresse une lettre ouverte à Brejnev pour élever la même protestation. C'est après ce procès raté, enfin, que se coagule, autour d'Alexis Kosterine, le noyau d'une opposition dont les contours politiques se dessinent avec beaucoup plus de netteté qu'auparavant : une opposition qui s'affirme « bolchevik-léniniste », une opposition qui se bat sous le slogan du « retour à Lénine », une opposition qui renoue consciemment le lien politique brisé avec la révolution d'Octobre, à travers la personne de Kosterine, survivant de l'époque héroïque, militant bolchevique depuis 1916, qui rompit avec Staline en 1934, lorsque la collectivisation à coups de mitrailleuse et l'affaire Kirov lui ouvrirent les yeux, et qui passa dix-sept ans dans les camps de Kolyma, Kosterine, exclu trois fois du parti communiste de l'U.R.S.S.

Ce saut qualitatif de l'opposition n'est sans doute pas immédiatement perçu comme tel par les intéressés eux-mêmes. Mais il est significatif que l'activité de publication clandestine, le *Samizdat*, jusqu'alors à prédominance littéraire, devienne de plus en plus politique, au point d'être, depuis le début de 1968, presque exclusivement politique.

C'est à ce moment que Guinzbourg compose son *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, qui rassemble, sous la forme d'une protestation collective, l'ensemble des protestations contre l'arbitraire et la répression ; c'est alors également que Galanskov publie le deuxième numéro de sa revue *Phénix*, *Phénix 66*, infiniment moins littéraire et infiniment plus politique que *Phénix 61*.

L'impuissance de l'appareil à faire capituler les condamnés de février 1966 marque ainsi un véritable renversement de tendance. Une sorte d'engrenage se met alors en place, dans lequel chaque coup de l'appareil — et chaque pas concomitant dans la *réhabilitation de Staline* — provoque un élargissement de la résistance à la répression et un élargissement politique des bases de cette résistance. Le procès raté aboutit au *Livre blanc* de Guinzbourg. Ce *Livre blanc* entraîne l'arrestation de Guinzbourg. Cette arrestation, en janvier 1967, ainsi que celle de Galanskov, Lachkova et Dobrovolski entraînent aussitôt une manifestation de protestation dirigée par Khaoustov, Boukovski et Delaunay, qui sont immédiatement arrêtés. Khaoustov est jugé en septembre 1967 et condamné à trois ans de travaux correctifs, Boukovski est jugé en septembre 1967 et condamné, comme nous l'avons vu. En même temps, le processus de réhabilitation de Staline élargit le mouvement de protestation contre la réhabilitation, et donc contre la politique de la bureaucratie. La lettre des « *filles et filles de victimes innocentes de Staline* » de juillet 1967, qu'on lira dans ce livre, est, de ce point de vue, d'une importance capitale, car elle renoue, par le seul rassemblement des noms des signataires, le fil du bolchevisme. Et c'est de ces signataires que sortiront dans les mois à venir deux des leaders de l'opposition communiste, Piotr Iakir, fils d'un général bolchevique fusillé par Staline, puis Léonide Petrovski, fils d'un vieux dirigeant bolchevique.

La bureaucratie, d'ailleurs divisée, tente de rassurer en même temps qu'elle frappe. Ainsi, dans la *Pravda* du 23 octobre 1966, le procureur du tribunal de Moscou, Malkov, s'élève contre les licenciements abusifs de travailleurs, preuve qu'ils devenaient déjà une pratique courante.

De nombreux cas de licenciements abusifs sont à déplorer, écrit-il, et ces licenciements sont décidés « *sous le couvert du droit des directeurs à une action indépendante* ».

« *L'indépendance est une bonne chose, remarque Malkov, mais pas la sorte d'indépendance au nom de laquelle certains directeurs peuvent se permettre de dire : "Je suis maintenant mon propre patron et je fais ce que je veux."* »

La situation est d'autant plus grave, affirme le procureur, que la section syndicale d'entreprise s'est fréquemment alliée au directeur pour licencier arbitrairement des travailleurs.

Le procureur Malkov demande aux citoyens et aux organisations de signaler sans faute les licenciements abusifs, qui, rappelle-t-il, sont passibles, aux termes de la loi soviétique, d'un an de travail forcé.

Ces concessions aux travailleurs visent à empêcher la jonction entre l'intelligentsia antistalinienne et les travailleurs, qui ne veulent pas accepter que l'on révisé leurs normes et qu'on accélère

leurs cadences. Aujourd'hui encore, cette jonction n'est qu'un objectif dont la nécessité n'est pas même clairement ressentie par les opposants communistes les plus lucides (Kosterine, Iakir, Grigorenko). Mais l'appareil sait que, plus ou moins retardée par telle ou telle insuffisance théorique de l'opposition, ou par telle ou telle de ses manœuvres, cette jonction est une menace permanente, et dont la réalisation est mécaniquement inéluctable s'il ne frappe pas à coups redoublés. C'est pourquoi, au moment même où, en Tchécoslovaquie, la brèche qui s'ouvrait au sein de l'appareil stalinien allait offrir un passage au mouvement des masses, la bureaucratie russe monte la vaste provocation du procès Guinzbourg-Galanskov. Avant de la relater, il nous faut pourtant encore souligner un point important.

L'histoire ou le champ de la continuité

L'âpreté des débats historiques est l'un des signes de l'importance de la continuité politique avec le bolchevisme, en même temps qu'elle est l'une des composantes de la reconstitution de cette continuité. C'est pourquoi la bureaucratie est aussi vigilante à l'égard de l'histoire, de l'histoire du bolchevisme, d'Octobre et de sa propre histoire, masquée, trafiquée, pour obéir à la plus impérieuse des nécessités.

Deux discussions à demi publiques d'historiens, qui se tinrent en 1966, l'une consacrée au troisième tome de *l'Histoire du P.C.U.S.* (février-octobre 1917), l'autre consacrée au livre de Nekritch, *Le 22 juin 1941*, qui dénonce la politique de Staline à la veille de la guerre, révélèrent alors aux participants comme à la bureaucratie l'ampleur et les dangers que recélait la simple discussion sur la vérité historique dans la période qui suit Octobre 1917.

La première discussion fut organisée après une lettre de trente-quatre vieux bolcheviks à Brejnev et aux quatre secrétaires du C.C., lettre réclamant une discussion sur le troisième volume entre les signataires, les auteurs du volume et des historiens (1). On interdit à Iakir l'entrée de la réunion... Cela n'empêcha pas celle-ci de se transformer en dénonciation, non seulement de Staline, mais du stalinisme. Le seul historien stalinien qui monta à la tribune, Chagaïev, pour chanter les louanges de Staline pour son œuvre de liquidation de Trotsky et des trotskystes, fut hué par la salle qui, à l'unanimité des 250 présents, lui refusa une prolongation du

(1) Le compte rendu de la discussion à l'institut du marxisme-léninisme sur le tome III de *l'Histoire du P.C.U.S.* a été publié par *Phénix 66*. Il y est fait allusion à cette lettre.

temps de parole qu'elle venait d'accorder à l'antistalinien Snegov. Signe des temps ; le fils d'Antonov-Ovsénko vint faire une déclaration désabusée : « *Vous perdez votre temps. Le troisième tome restera sans changements (...) Je n'ai plus assez de forces pour me battre* », le fils de Petrovski, autre vieux bolchevik liquidé par Staline, suscita un incident de séance en protestant contre l'exclusion des *jeunes historiens* de la salle. La longue discussion s'achève sur un incident plus significatif encore, et qui sonne comme un avertissement. Le stalinien Chagaïev demande la parole pour une mise au point et consacre les trois minutes qui lui sont accordées à déclarer : « *Vous tous qui intervenez contre Staline, vous vous trouvez en compagnie des trotskystes (...) J'affirme que ce sont tous des trotskystes ici. Celui qui est contre Staline, celui-là est trotskyste.* »

La discussion sur le livre de Nekritch, dont nous reproduisons quelques extraits (1), fut d'une richesse politique sans doute plus actuelle et constitua donc un foyer de réflexion plus dangereux encore. La mise en accusation de Staline amena certains historiens à poser le problème du pourquoi, à mettre en cause le gouvernement. Petrovski posa le problème de la rupture du Front unique : « *Il faut rappeler que le fascisme est né du vivant de Lénine (...) Lénine désigna le fascisme comme l'ennemi principal. Staline ne tint aucun compte de cette indication et déclara que l'ennemi principal était la social-démocratie. Sa théorie est largement diffusée et a divisé des millions d'ouvriers dans le monde entier. Cela a permis au fascisme de prendre le pouvoir. Staline est un criminel.* »

Premier bilan de ces discussions : Iakir et Petrovski, qui y participèrent activement, sont aujourd'hui deux des dirigeants de l'opposition communiste...

Ainsi, comme elle doit étouffer l'expression littéraire et esthétique libre, parce qu'à travers les mots et les formes la bureaucratie craint perpétuellement — et à juste titre — de se voir remise en cause, de même elle doit étrangler l'histoire et la libre recherche historique qui, l'une et l'autre, débouchent, plus brutalement encore peut-être, sur sa remise en question radicale.

(1) Le livre de Nekritch a paru légalement en U.R.S.S. sous le titre *Le 22 juin 1941* à la fin de 1965 ; il a été mis au pilon au début de 1967. Il a été publié en français chez Grasset sous le titre *L'armée rouge assassinée*, édition qui contient aussi des extraits de la discussion de ce livre à l'institut du marxisme-léninisme — et, dans le présent volume, des extraits de la lettre du général Grigorenko à *Questions d'histoire* sur ce même thème.

De la lutte pour le respect de la Constitution au problème du second parti

Le *Programme de la IV^e Internationale*, élaboré par Léon Trotsky en 1938, affirme que l'une des revendications qui donnera son impulsion à la lutte contre la bureaucratie sera la « *lutte pour la liberté de réunion et de presse* » (1). C'est bien par là, en effet, que tout a commencé, à travers l'exigence du respect de la Constitution, et, en particulier, de son article 125, véritable plaque tournante des revendications. Les manifestations qui se sont déroulées de 1965 à 1968 (14 avril 1965, 16 août 1965, 5 décembre 1965, 14 mars 1966, janvier 1967) sont toutes plus ou moins parties de là. La manifestation de janvier 1967, par exemple, se déroula autour d'un double mot d'ordre :

Libération de Galanskov, Dobrovolski, Lachkova et Radzievski arrêtés peu auparavant ; abrogation du décret du 16 septembre et révision de l'article 70 du code pénal qui, l'un et l'autre, portent atteinte à la liberté d'opinion (2).

Boukovski, l'un des organisateurs de la manifestation, explique clairement à son procès la valeur du second mot d'ordre :

« *Voyons maintenant le second mot d'ordre. Nous n'avons pas manifesté contre la loi. Nous réclamions l'abrogation du décret du 16 septembre et la révision de l'article 70 du code pénal. Est-ce vraiment là un acte contraire à la loi ? Nous protestions contre un décret anticonstitutionnel. Est-ce une exigence antisoviétique ? Nous ne sommes pas les seuls à trouver ce décret anticonstitutionnel : un groupe de représentants de l'intelligentsia, dont l'académicien Léontovitch, l'écrivain Kaverine et d'autres, a adressé la même demande au présidium du soviet suprême de l'U.R.S.S.*

La Constitution n'est-elle pas la loi fondamentale de notre pays ? Je lis intégralement le texte de l'article 125 :

« CONFORMÉMENT AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET AFIN DE RENFORCER LE RÉGIME SOCIALISTE, LA LOI GARANTIT AUX CITOYENS D'U.R.S.S. :

- a) LA LIBERTÉ DE PAROLE,
- b) LA LIBERTÉ DE LA PRESSE,
- c) LA LIBERTÉ DE RÉUNIONS ET DE MEETINGS,
- d) LA LIBERTÉ DE CORTÈGES ET DE MANIFESTATIONS DE RUE.

CES DROITS DES CITOYENS SONT GARANTIS PAR LA MISE A LA DISPOSITION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS D'IMPRIMERIES, DE STOCKS DE PAPIER, DES ÉDIFICES PUBLICS, DES RUES — OUI, DES RUES, CITOYEN PROCUREUR ! — DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

(1) On trouvera dans ce volume le texte du chapitre de ce programme consacré à l'U.R.S.S.

(2) Sur tous les articles de code cités, on pourra consulter les notes à la fin du volume.

ET AUTRES CONDITIONS MATÉRIELLES NÉCESSAIRES A L'EXERCICE DE CES DROITS. »

J'ai sous les yeux le texte de la Constitution soviétique :

« CONFORMÉMENT AUX INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET AFIN DE RENFORCER LE RÉGIME SOCIALISTE, LA LOI GARANTIT AUX CITOYENS D'U.R.S.S., ... LA LIBERTÉ DE CORTÈGE ET DE MANIFESTATIONS DE RUE. »
Pourquoi cet article figure-t-il dans la Constitution ? Pour les défilés du 1^{er} mai et de la commémoration d'Octobre ? Mais il était absolument inutile d'insérer un tel article pour les manifestations organisées par l'Etat, car il est bien évident que nul ne les dispersera.

Nous n'avons pas besoin de la liberté de dire OUI si nous n'avons pas la liberté de dire NON. Nous savons que les manifestations de protestation constituent une arme puissante entre les mains des travailleurs, un droit imprescriptible dans tous les Etats démocratiques. Où refuse-t-on ce droit ? J'ai sous les yeux la Pravda du 19 août 1967 ; j'y vois un communiqué de Paris, signalant qu'à Madrid vient de se dérouler un procès contre des manifestants du 1^{er} mai. On les a jugés d'après une nouvelle loi, récemment adoptée en Espagne, et qui prévoit une peine de prison de dix-huit mois à trois ans pour toute participation à ces manifestations. Je constate une similitude frappante entre la législation fasciste espagnole et la législation soviétique (...) La liberté de parole et la liberté de la presse supposent avant tout la liberté de critique. Personne n'a jamais interdit de louer le gouvernement. Si la Constitution inclut des articles sur la liberté de parole et la liberté de la presse, ayez donc la patience d'écouter la critique. »

Pavel Litvinov est sans doute celui qui a le mieux exprimé le sens que les opposants donnent CONSCIEMMENT à cette lutte pour le respect des garanties lorsqu'il a déclaré à l'U.P.I., au lendemain du procès Guinzbourg-Galanskov et de l'appel lancé par L. Bogoraz-Daniel et lui : « *Je ne suis pas un homme d'organisation et en tout cas pas un révolutionnaire (...) Ma protestation n'est pas dirigée contre le système politique, mais contre l'illégalité et l'injustice (...) Sans des changements essentiels, sans une nouvelle étape de la déstalinisation, rien ne changera en ce qui concerne le sort de Galanskov et Guinzbourg. Bien des choses ne sont pas parfaites dans la loi soviétique, mais si seulement ce qui est écrit était respecté, il y aurait de réelles possibilités de changement.* »

Ce réformisme sceptique est la première étape nécessaire de la mobilisation des opposants. Si les revendications sur lesquelles il s'appuie n'ont rien perdu de leur importance — puisqu'elles expriment les intérêts de la masse des travailleurs manuels et intellectuels de l'U.R.S.S. — les opposants communistes ont perçu, depuis lors, qu'elles exigeaient autre chose que des protestations ; c'est ce qu'ont marqué à la fois la démission de Kosterine du P.C.U.S., la manifestation de la place Rouge et la proclamation du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques...* C'est ce qu'a marqué aussi le fait qu'aujourd'hui certains des opposants se posent le problème du « *second parti* ». C'est l'un des auteurs des lettres reçues par Litvinov après son appel qui le pose ainsi clairement comme réaction à cet appel :

« Je vois de quelle façon cruelle et inhumaine l'on dégrade le peuple russe. On le trompe et on le traite comme du bétail. J'ai eu l'occasion de voyager sur tout le territoire de notre chère Russie, dans toutes les directions, et voici à quelle conviction je suis parvenu :

Nous devons absolument former un second parti, ou, plus exactement, créer une force qui puisse défendre tout ce qui est progressiste, afin que personne ne puisse être en prison pour ses convictions. Pour cela, nous avons besoin de gens courageux. Vous êtes du nombre. Je vous prie de ne pas voir dans ma lettre une provocation. Je veux agir, c'est pourquoi je m'adresse à vous. » (1)

L'exemple le plus significatif du cheminement de l'opposition est sans doute celui d'Alexeïev, qui, définissant un programme de réformes nécessaires, pose ensuite le problème du nouveau parti comme alternative possible... au cas où ces réformes ne pourraient pas réussir :

« Le temps est venu de protester énergiquement contre la domination d'un groupe incontrôlé de partisans de la politique stalinienne ; le temps est venu d'une résistance décidée à la situation actuelle, où l'appareil du Parti décide ce que peut le peuple et ce qui lui est interdit ; le temps est venu d'éloigner du pouvoir les bureaucrates, les fonctionnaires, les dogmatiques et les staliniens. Le temps est venu, pour le Parti, de regarder son peuple en face et de réviser son activité.

Si tous ces moyens de lutte ne donnent pas de résultat positif, le temps mettra à l'ordre du jour la constitution d'un nouveau parti, qui, par une lutte idéologique acharnée, mènera la société socialiste à la victoire de la sagesse, de la justice et de l'humanisme, qui mènera à l'épanouissement de la liberté intellectuelle dans notre pays. » (2)

*
**

Dans le cadre étouffant du stalinisme, qui isole les travailleurs, l'intelligentsia, les étudiants soviétiques des travailleurs, de l'intelligentsia et des étudiants des autres pays, y compris de ceux du « camp » dit « socialiste », et qui tente d'inculquer aux masses l'idée que c'est lui qui EST le socialisme, l'hostilité à l'appareil et à la bureaucratie peut prendre des formes plus ou moins aberrantes, se rattacher consciemment à des sources qui servent de moyen pour exprimer le refus, beaucoup plus qu'elles ne définissent le contenu politique de ce refus. C'est le cas des sectes religieuses qui pullulent à travers toute l'Union soviétique, et de ces « réseaux d'inspiration chrétienne-sociale », qu'une dépêche de l'A.F.P., publiée par *Le Monde* du 19 avril 1968, définit ainsi à propos du procès qui démantela, vers cette date, le plus important d'entre eux. En voici le texte :

« Moscou, 18 avril (A.F.P.). — Un important réseau d'inspiration chrétienne-sociale vient d'être démantelé à l'issue d'une série de

(1) Voir dans ce livre plusieurs des lettres reçues par P. Litvinov.

(2) Voir dans ce livre le texte complet de la lettre d'Alexeïev.

procès dont le dernier s'est achevé le 5 avril à Leningrad, apprend-on de diverses sources.

Opposé au régime actuel, le réseau opérait sous le nom de "mouvement pan-russe chrétien-social pour la libération du peuple". Son centre directeur était à Leningrad, mais il avait des antennes dans tout le pays, et notamment, semble-t-il, à Kiev, Minsk et Irkoutsk.

Ses adhérents, ajoute-t-on, étaient des littéraires, philologues, historiens de la littérature et de la philosophie, pour la plupart des disciples du philosophe chrétien Nicolas Berdiaev, mort en émigration en 1948.

Le mouvement semble avoir été fondé en 1964, et s'être fixé initialement deux objectifs : recruter des membres et répandre de la "littérature". Le recrutement se serait opéré selon la méthode de la "troïka" : chaque nouvel adhérent s'engageait à recruter deux nouveaux membres.

Le programme politique du mouvement clandestin semblait être basé sur la création d'un "conseil religieux", mais aussi sur le maintien d'un système socialiste admettant les nationalisations.

Le premier procès semble avoir eu lieu à Leningrad en novembre-décembre 1967. Le second procès s'est achevé le 5 avril, assuressent-on. Le nombre des condamnés s'élève de sept à douze ou dix-sept, selon les sources. Le juge au procès fut Mme Issakova, vice-présidente de la cour municipale. Le principal accusé, Viatcheslav Platonov, un expert en questions orientales, âgé de vingt-sept ans, aurait été condamné à sept ans de travaux forcés.

On dit que tous les accusés se déclarèrent coupables selon les lois soviétiques, mais qu'une majorité d'entre eux n'afficha ni regret ni repentir.

Le mouvement semble avoir agi de façon autonome et sans liaisons avec l'étranger. Il apparaît notamment qu'il n'a pas eu de rapports avec le N.T.S. »

Rien d'étonnant et rien de nouveau dans cette déviation mystique de la lutte émancipatrice. Les paysans allemands du début du XVI^e siècle montaient à l'assaut des châteaux et des évêchés en brandissant la Bible et en chantant des cantiques. Et dans les camps de concentration staliniens, l'un des centres de la résistance, les *monachki*, c'est-à-dire les sectaires religieux, mêlaient dans leur programme l'aspiration à une société communiste au fatras évangélique. Brigitte Gerland, qui a vécu à leurs côtés dans les camps, le souligne :

« Les *monachki* assignèrent à leur secte religieuse clandestine les objectifs suivants : répandre dans toute la population soviétique l'enseignement éthique, social et humain du Nouveau testament et... combattre la dictature stalinienne. Ceci, en tout état de cause, non pas par les armes, par le soulèvement, la révolution, la guerre civile, mais grâce à un système de résistance non violente. Ils décrivent l'Etat totalitaire comme l'incarnation du Mal, l'Antéchrist, et ils appellent à la résistance passive, au refus du travail, à la grève, de façon à miner ses bases (...) Leur programme, pour la Russie de demain, se fonde sur les principes d'un communisme

chrétien. Leur idéal consiste en une société sans État et sans classes, composée de communautés industrielles et agricoles aux liens très lâches et menant une vie à l'image de celle des premiers chrétiens. Dans leur thèse, ils répudient catégoriquement le droit de propriété privée » (1).

Les sectaires, comme la plupart des groupes d'inspiration mystique ou religieuse, sans aucun lien avec l'appareil de l'Église, de quelque église que ce soit, incarnent dans un communisme plus ou moins évangélique leur répulsion devant le stalinisme qu'ils confondent avec le marxisme. C'est là l'un des traits du « provincialisme » de cette opposition, provincialisme engendré par le stalinisme lui-même, qui, né de l'isolement de l'Union soviétique, l'a renforcé et systématisé.

De l'affaire Guinzbourg-Galanskov...

Le procès Guinzbourg-Galanskov, qui se déroule du 8 au 12 janvier 1968, est un moment central de l'affrontement entre l'appareil et une opposition encore diffuse, qui s'exprime surtout par la rédaction et la circulation d'écrits clandestins, et qui est encore plus un ensemble de protestataires et d'opposants qu'une opposition cohérente. L'appareil stalinien décide de frapper un grand coup en « démontrant » au moyen de ce procès que les opposants ne sont que les agents du N.T.S., organisation d'émigrés blancs parafascistes qui collaborèrent pendant la deuxième guerre mondiale avec les nazis ; le procès, son déroulement et son verdict, également iniques, susciterent une vague de protestations publiques qui mit, en fait, en échec les plans du pouvoir ; la répression qui répondit à cette vague de protestations poussa les opposants à faire deux pas de plus dans les mois qui suivirent : la tenue d'un meeting public lors des funérailles de Kosterine et la proclamation d'une organisation publique, le *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques* (2).

Dès avant l'ouverture du procès — soigneusement tenue secrète, contrairement aux prescriptions légales — les opposants engagent une campagne pour exiger la publicité des débats. Si cette campagne n'aboutit pas, en revanche, pendant tout le déroulement du procès, une manifestation permanente et perlée se tiendra à la porte du tribunal, malgré les provocations constantes des policiers qui grouillent alentour.

Le procès n'est pas achevé que l'opposition attaque publiquement. Le 10 janvier 1968, Larissa Bogoraz-Daniel et Pavel Litvinov

(1) Voir *La Vérité*, décembre 1954.

(2) Le texte de cette proclamation figure dans le présent volume, ainsi que le compte rendu des funérailles de Kosterine.

adressent un *Appel à l'opinion publique mondiale et à l'opinion publique soviétique* (1) qui dénonce la farce provocatrice du procès et appelle à la mobilisation pour en obtenir la révision, et le châtement des coupables, c'est-à-dire de ceux qui ont monté cette provocation :

« *Le procès Galanskov-Guinzbouurg-Dobrovolski-Lachkova, actuellement en cours au tribunal de Moscou, se déroule en violation des règles essentielles du droit soviétique. Le juge et le procureur, avec la participation d'un public sélectionné, ont transformé le procès en une farce sauvage, inconcevable au XX^e siècle, qui tourne en dérision trois des accusés (Galanskov, Guinzbouurg, Lachkova) et les témoins.*

L'affaire a pris, dès le deuxième jour, le caractère d'une "chasse aux sorcières".

Dans cette atmosphère surchauffée, il ne saurait être question d'aucune objectivité du tribunal, ni de justice ou de légalité. Le verdict de culpabilité était arrêté depuis le début.

Nous en appelons à l'opinion publique mondiale et, en premier lieu, à l'opinion soviétique. Nous nous adressons à tous ceux qui ont encore une conscience et assez de courage.

Exigez la condamnation publique de ce procès infamant et le châtement des coupables.

Exigez la libération des détenus.

Exigez la révision du procès, dans des conditions conformes à toutes les prescriptions légales, et en présence d'observateurs internationaux.

Citoyens de notre pays ! Ce procès entache l'honneur de notre Etat et la conscience de chacun de nous. Vous avez vous-mêmes élu ce tribunal, ces juges, exigez qu'ils soient destitués de leurs fonctions dont ils ont abusé. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement la vie des trois accusés qui est en danger ; leur procès ne vaut guère mieux que les fameux procès des années trente, qui nous ont couverts de tant de honte et de sang que nous ne pouvons encore nous en remettre.

Nous envoyons cet appel à la presse progressiste occidentale et demandons qu'il soit publié et retransmis à la radio au plus vite. Nous ne nous adressons pas à la presse soviétique, car c'est sans espoir. »

A peine ce procès est-il achevé que paraît le numéro 1, entièrement consacré au procès Guinzbouurg-Galanskov, d'un nouvel organe clandestin, *Chronique des événements*.

L'opposition a ainsi pris l'initiative, malgré le chantage et les pressions exercés par le K.G.B. sur Litvinov et Bogoraz, dont l'appel marque un pas décisif, dans la triple mesure où il tend, avant même qu'elle ne soit achevée, à démonter une grave provocation, où il est public, enfin où il fait appel à la solidarité inter-

(1) On trouve ce texte, ainsi que ceux que nous citons dans les lignes suivantes, dans le *Dossier de l'affaire Guinzbouurg-Galanskov*, qui vient de paraître aux Editions du Seuil.

nationale. Le *Livre blanc sur l'affaire Siniavski-Daniel*, de Guinzbourg, était un bilan après le procès, il était destiné à *quelques personnes*, et il n'était pas destiné à franchir la frontière soviétique. On mesure là le progrès accompli en deux ans.

Dès le prononcé du verdict, qui condamne Galanskov, rédacteur en chef de *Phénix 66*, à SEPT ans de travaux correctifs, et Guinzbourg, auteur du recueil *Le livre blanc de l'affaire Siniavski-Daniel*, à CINQ ans de la même peine, une double campagne s'engage : diffamation organisée par le pouvoir, protestations, doublées de l'exigence de la révision du procès, de la part de larges couches de l'intelligentsia.

Diffamation : deux articles publiés, l'un dans les *Izvestia*, l'autre dans la *Komsomolskaia Pravda*, tentent d'orchestrer la calomnie officielle ; Guinzbourg et Galanskov sont dépeints comme des agents du N.T.S., des « laquais », suivant le titre de l'article de la *Komsomolskaia Pravda*, qui dénonce la campagne de protestation menée en U.R.S.S. en la projetant sur la *Voix de l'Amérique* :

« *Les amateurs de sensations, les "spécialistes des questions russes", les antisoviétiques des journaux d'émigrés blancs, les commentateurs des Ondes allemandes, de la Voix de l'Amérique, etc., ont sonné l'alarme. La lourde machine des lamentations hystériques sur la liberté dont vous et moi, lecteur, sommes privés, s'est mise en marche. Déjà, en Occident, on rédige des pétitions pleurardes et pathétiques et on constitue même des comités de défense et de soutien moral et matériel...* »

L'avalanche de protestations est si forte, cependant, que Brejnev se sent obligé de mentionner dans la *Pravda*, le 29 mars, « *les innombrables lettres d'ouvriers ainsi que les résolutions adoptées lors de réunions d'ouvriers et d'employés, à Moscou et dans d'autres villes, qui condamnent sévèrement ces individus.* » Chose étrange pourtant, la *Komsomolskaia Pravda* ne peut publier — et ce fut le seul journal soviétique à le faire — qu'une liste bien mince de ces textes accusateurs dans *Sans indulgence* (28 février 1968). En revanche, le 21 mai, le plumitif stalinien Kojevnikov déclarait : « *Nous sommes particulièrement indignés par le fait que, malheureusement, parmi ces défenseurs [des condamnés] se trouvent des membres du Parti et de la J.C.* » Et le 28 mai, le journal *Sovietskaia Rossia* dénonçait les pétitions qui « *exigeaient impudemment* » la réhabilitation des condamnés et le châtimement des juges... Le 29 mai, un Michel Droit du cru tempétait à ce propos dans la *Literatournaia Gazeta* : « *Il existe des membres du Parti, ou plutôt des individus porteurs de la carte de membre du Parti, qui, par leurs œuvres et par leurs actes, s'excluent eux-mêmes de nos rangs. Ils sont prêts à tout, pourvu que leurs noms trouvent place dans les émissions de la VOIX DE L'AMÉRIQUE, de la BBC ou des ONDES ALLEMANDES.* »

C'est que, outre l'ampleur des protestations, leur *ton* ne pouvait manquer de susciter la fureur des bureaucrates. Il ne s'agit pas là d'insolence à quoi les bureaucrates seraient sensibles, mais la sûreté de soi et la netteté avec laquelle des centaines d'écrivains, de savants, d'enseignants, d'ouvriers et d'employés se dressaient face à l'arbi-

traire marquaient une rupture radicale avec les traditions de la répression stalinienne.

Voici, par exemple, la fin de la pétition des vingt-quatre (parmi lesquels certains des plus grands noms de la littérature soviétique : Vassili Axionov, Pavel Antokolski, Boris Balter, Vladimir Voïnovitch, Benjamin Kaverine, Iouri Kazakov, Novella Matveïeva, Konstantin Paoustovski...) :

« Devons-nous, après avoir connu cinquante années de pouvoir soviétique, assister à la résurrection des méthodes hypocrites du passé ? Nous exigeons la révision du procès Guinzbourg dans le cadre de débats pleinement publics et d'un examen impartial de l'affaire absolument conforme à la légalité soviétique.

« Nous l'exigeons dans l'intérêt de la vérité et de la légalité, dans l'intérêt de la réputation de l'Etat soviétique et au nom de la justice et de l'humanité. »

Voici la fin de la pétition des soixante-dix-huit :

« Nous exigeons la révision du procès Guinzbourg-Galanskov-Dobrovolski et Lachkova par un autre tribunal agissant en conformité avec toutes les normes de la procédure légale et dans le cadre d'une publicité absolue des débats.

« Nous exigeons aussi que des comptes soient demandés aux fonctionnaires coupables de violations grossières de la légalité. »

Voici la fin de la pétition des quarante-six savants de Novossibirsk :

« C'est pourquoi nous réclamons avec insistance l'abrogation du verdict prononcé contre Guinzbourg-Galanskov-Dobrovolski et Lachkova, et nous exigeons la révision de cette affaire, dans le cadre d'un procès absolument public, où seraient scrupuleusement observées toutes les règles du droit, avec publication obligatoire des documents dans la presse.

« Nous exigeons aussi la traduction devant les tribunaux des individus coupables d'avoir violé la publicité des débats et les normes légales de la jurisprudence. »

Enfin, les dernières lignes de la pétition des cent soixante-dix :

« Nous réclamons la révision du procès Galanskov-Guinzbourg-Dobrovolski-Lachkova au cours d'un jugement public dont le déroulement répondrait aux normes de la légalité et en présence de représentants de l'opinion publique choisis parmi les signataires de cette lettre. Nous réclamons que des sanctions soient prises contre les responsables de l'organisation de ce procès, qui ont jeté le discrédit sur la justice soviétique. »

Bref, la provocation a échoué...

L'un des éléments essentiels du combat engagé, et qui lui donne à la fois son ampleur et sa vigueur, c'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, dont les échos sont très profonds en Union soviétique : dès avril 1968, le *Rude Pravo*, l'organe du P.C. tchèque, ne peut plus, en fait, pénétrer en U.R.S.S., et les numéros se trafiquent au marché noir, à 20 F l'exemplaire en moyenne à la frontière. Le Samizdat diffuse de nombreux textes tchèques, à commencer par le manifeste des *Deux mille mots*. La « démocratisation » en Tchécoslovaquie paraît, en effet, fournir une

issue : enfin un peuple tout entier, à l'exception d'une poignée de bureaucrates, montre qu'il est possible de rompre la fausse alternative stalinisme-capitalisme à quoi la propagande stalinienne tente de ramener la lutte des classes à l'échelle mondiale. L'un des manifestants de la place Rouge, Vadim Delaunay, qui avait déjà participé à la manifestation de janvier 1967 et avait été condamné à un an de prison avec sursis lors du procès Boukovski, expliquera, au moment du procès des manifestants de la place Rouge d'octobre 1968 : « *Mes opinions se sont constituées à l'étude des articles et des discours des communistes tchèques et à la suite des discussions avec des citoyens tchèques venus en Union soviétique après le plenum de janvier* » (1).

L'appel des cinq communistes (Pavlintchouk, Kosterine, Grigorenko, Iakhimovitch, Pissarev) exprimant leur soutien à la « *démocratisation* » en Tchécoslovaquie, la lettre de Martchenko, la lettre de Pavlintchouk, la démarche de Grigorenko et Iakhimovitch à l'ambassade tchèque marquèrent la solidarité politique qui unissait, dans la conscience des principaux représentants de l'opposition communiste, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie et leur propre combat.

C'est pourquoi Pavel Litvinov, Larissa Daniel, V. Delaunay, Dremliouga, N. Gorbanevskaïa, V. Fainberg et C. Babitski décidèrent d'organiser le 25 août — au lendemain de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées du pacte de Varsovie — une manifestation de protestation sur la place Rouge, qui ne fut pas la seule, mais la plus retentissante et la plus significative des manifestations par lesquelles l'avant-garde communiste se dressa contre la politique de la bureaucratie. Il n'y faut pas voir un geste de désespoir, mais au contraire un geste politique de *confiance*, confiance que n'a fait que confirmer la suite.

La vague des répressions n'a pas cessé de se gonfler depuis lors. Nous publions dans ce volume la liste qu'en ont établi les éditeurs de la *Chronique des événements*, liste qui reflète, à elle seule, l'ampleur de l'opposition communiste, dans toutes ses variantes. Rappelons-en seulement les moments essentiels : procès Litvinov-Daniel-Dremliouga-Delaunay-Babitski en octobre 1968, procès Belogorodskaïa, procès Omer Baïev, procès Bourmistrovitch, arrestation de Iakhimovitch, arrestation de V. Kouznetsov, arrestation de Grigorenko, parti à Tachkent, à l'appel de deux mille Tatares, déposer au « *procès des Tatares* », manifestation des Tatares de Crimée sur la place Rouge et leur arrestation... A quoi ont répondu deux manifestations politiques de l'opposition qui représentent une phase supérieure de son activité et de son organisation politiques :

la manifestation organisée le 14 novembre 1968 à l'occasion des funérailles d'Alexis Kosterine, la tête pensante, l'inspirateur de l'opposition, trait d'union entre ses diverses composantes et trait d'union avec le bolchevisme, manifestation qui, malgré toutes les mesures prises par la police, rassembla près de 400 personnes ;

(1) Voir *L'affaire Guinzbourg-Galanskov*, o. c. Les textes cités ci-dessous figurent dans le corps du présent volume.

la proclamation, le 20 mai 1969, d'un *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques*, proclamation publique d'une organisation qui reprend, sous une forme coordonnée, l'objectif premier des opposants : *obtenir le respect des garanties démocratiques offertes par la Constitution de 1936* (liberté d'opinion, de presse, de réunion, de manifestation).

...à la proclamation publique d'une organisation

L'un des aspects essentiels de ce *Groupe d'initiative*, c'est qu'il n'est pas un groupe d'intellectuels révoltés par l'interdiction de publier tout écrit sortant des cadres de la propagande stalinienne. Le *Groupe d'initiative* lui-même rassemble huit savants, quatre écrivains, deux ouvriers, un ingénieur. Le *Groupe de soutien au Groupe d'initiative* comprend onze ingénieurs, six savants, cinq ouvriers, quatre écrivains, quatre employés, deux artistes, deux médecins, deux enseignants, un étudiant, un juriste, un retraité...

La proclamation de ce *Groupe d'initiative* a manifestement désorienté l'appareil. La résistance de l'opposition est en effet un *facteur de désagrégation de l'appareil*. Des secteurs entiers de l'appareil bureaucratique refusent de toute évidence de laisser s'enclencher le mécanisme de la terreur, qui ne saurait manquer de les frapper eux-mêmes. L'expérience de Staline est vivante au cœur des bureaucrates... Lorsque Roy Medvedev s'oppose à la réhabilitation de Staline — effectuée par des sous-fifres — et qu'il s'adresse au Comité central pour lui demander de châtier les coupables, il ne s'agit pas là d'un bon « truc » de polémique ; Medvedev s'adresse aux membres de l'appareil qui ne veulent pas accepter les risques monstrueux d'une nouvelle vague terroriste. D'autant que le prolétariat soviétique d'aujourd'hui n'est pas celui de 1930, composé aux trois quarts de hordes de paysans chassés de leurs campagnes, incultes, affamés et désespérés, c'est un prolétariat puissant, quoique inorganisé. Au sein de l'appareil stalinien existent toujours potentiellement ce que Trotsky appelait la « *fraction Reiss* » et la « *fraction Boutenko* » : Reiss, le dirigeant de la Guépéou qui rompit avec le stalinisme pour rejoindre les rangs de la IV^e Internationale, et Boutenko, le bureaucrate passé au fascisme.

L'affrontement entre ces deux fractions, qui sera l'une des formes de l'affrontement entre les masses et la bureaucratie, est inévitable. Ses rythmes et sa profondeur sont liés à la fois à l'extension de la lutte des classes dans les pays capitalistes, et au développement de l'opposition communiste de l'U.R.S.S. comme composante d'un mouvement mondial.

Le développement de l'opposition communiste en U.R.S.S. dépend lui-même de son enracinement parmi les travailleurs, et

du développement de la lutte des classes dans le monde capitaliste, comme dans l'Europe de l'Est tout entière, s'exprimant par le développement des organisations politiques capables de donner à cette lutte sa dimension révolutionnaire, c'est-à-dire la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'opposition communiste a commencé à prendre conscience de ce second facteur : c'est pourquoi Pavel Litvinov et Larissa Daniel s'adressent en février 1968 à « *l'opinion publique mondiale* », c'est pourquoi les fondateurs du *Groupe d'initiative* s'adressent au *Comité des droits de l'homme de l'O.N.U.* L'opinion publique mondiale et l'O.N.U. ne doivent pas être pris au pied de la lettre, ils représentent, sous une forme détournée, prudente et vague, le lien avec la lutte des classes internationale et avec les organisations ouvrières internationales. Sur le premier point, le pas est encore à franchir, car les ouvriers qui ont participé et participent à l'opposition communiste (Martchenko, Dremlouga, Djemilev, etc.) ne constituent encore que l'ébauche d'une avant-garde prolétarienne, dont la constitution est aujourd'hui à l'ordre du jour.